

Budget 2025 : les comptes publics font les frais de l'habileté politique de Bayrou

Lundi, l'Assemblée se penche sur le projet de loi de finances issu de la commission mixte paritaire. Ce texte, aussi riche en hausses d'impôts qu'il est chiche en réduction de dépenses, est ourlé sur mesure pour les socialistes. Ses négociateurs se sont targués de « victoires » obtenues en ayant épargné « un certain nombre de souffrances aux Français ». Cela garantit-il une non-censure du

PS, tiraillé entre une volonté de responsabilité l'exposant aux foudres de Jean-Luc Mélenchon, et la tentation de faire tomber le gouvernement, qui plongerait un peu plus le pays dans une crise dont il ne veut pas être l'instigateur? Non.

Certes, la destinée du Premier ministre, avant de dégainer le 49.3, paraît moins aléatoire que celle de son prédécesseur au même stade. Michel Barnier

avait perdu sa partie de poker menteur avec le RN. Les innombrables compromis trouvés avec des socialistes divisés et indécis ne semblent pas condamner François Bayrou, alors que le parti de Marine Le Pen - l'autre arbitre de la censure - laisse planer le doute.

Un mois et demi après sa prise de poste, l'hôte de Maignon est toujours là. Faut-il y voir le fruit de sa méthode, prag-

matique, et d'une certaine habileté politique à parler avec des forces contraires? Ou n'est-ce pas plutôt celui de sa pusillanimité, en premier lieu sur le front des finances publiques? « Nous avons tenu compte de toutes les sensibilités sans jamais sacrifier à l'intérêt national », dit-il à *La Tribune Dimanche*.

Hélas, les chiffres sont têtus. Que dire de la prévision de réduction de déficit de

l'Etat, dont la « quasi-totalité » est portée par les impôts, selon le Haut Conseil des finances publiques? Que dire de celui de la Sécurité sociale, structurellement dans l'impasse? A court terme, le consensus mou et flou privilégié par François Bayrou peut être payant politiquement. Financièrement, c'est un désastre.

Olivier Baccuzat
@obaccuzat

Dans un contexte de tensions diplomatiques aiguës entre Paris et Alger, le président algérien s'est longuement confié à l'Opinion au cours d'un entretien exclusif. Sans éluder aucun dossier

France-Algérie Tebboune met en garde contre «l'irréparable»

Exclusif

Dossier mémoriel, immigration, coopération sécuritaire, affaire Sansal, Grande Mosquée de Paris, Sahara occidental... Les questions brûlantes s'accumulent entre Paris et Alger. Au palais d'El Mouradia, le président Abdelmadjid Tebboune a répondu - souvent sans concession - à toutes les questions. Toujours en assurant ne pas vouloir rompre le fil des relations avec la France.

Pascal Airault (envoyé spécial à Alger)

DU SAHARA OCCIDENTAL à l'affaire Sansal, la crise entre la France et l'Algérie est aussi multidimensionnelle que passionnelle. C'est dans ce contexte d'extrêmes tensions qu'Abdelmadjid Tebboune, le président algérien, a reçu l'Opinion pour un entretien exclusif, le 30 janvier. Il n'a éludé aucune question et s'est montré offensif pour répondre à ce qu'il appelle « une campagne systématique de dénigrement » par la droite et l'extrême droite fran-

çaises qui réclament la suspension de l'octroi des visas, la dénonciation des accords sur la circulation des personnes, le gel de l'aide et des transferts financiers...

Le dirigeant algérien déplore : « Le climat est délétère, nous perdons du temps avec le Président Macron. » Il assure aussi que « Bruno Retailleau, le ministre de l'Intérieur, a voulu faire un coup politique en forçant l'expulsion de l'influenceur algérien Doua-



Le président algérien Abdelmadjid Tebboune, au palais d'El Mouradia, à Alger, le 30 janvier.

lemn » et reproche à Paris de donner « la nationalité ou le droit d'asile » à des criminels algériens en col blanc et subversifs. Il dénonce par ailleurs l'instrumentalisation faite des accords de 1968 qualifiés de « coquille vide pour rallier les extrémistes comme du temps de Pierre Poujade ».

« Climat malsain ». A propos de l'écrivain Boualem Sansal, le président algérien assure qu'il peut communiquer avec sa famille, fait l'objet de soins médicaux et sera jugé dans le

« temps imparti » sans se prononcer sur une éventuelle grâce. « C'est un problème pour ceux qui l'ont créé. Jusqu'à présent, il n'a pas livré tous ses secrets », confie-t-il. Il regrette également le « climat malsain » autour de la Grande Mosquée de Paris, apportant son soutien à son recteur.

Affirmant ne pas vouloir rompre avec la France, Abdelmadjid Tebboune appelle à ne rien mettre sous le tapis en matière de coopération mémorielle et de décontamination des sites où ont été réalisés des essais

nucléaires français, un impératif sur les plans « humain, moral, politique et militaire ». Il laisse entendre que la coopération sécuritaire pourrait reprendre, mais prévient : « Il appartient à la France de traiter les cas des jihadistes qui se sont radicalisés sur son territoire... »

Pour lui, la balle est désormais dans le jardin de l'Élysée afin de « ne pas tomber dans une séparation qui deviendrait irréparable ».

@P_Airault
Pages 2 à 4

Avec De Wever, la Belgique se donne un gouvernement bien à droite

Arizona

POUR LA PREMIÈRE FOIS, un représentant de la droite nationaliste flamande, Bart De Wever, va devenir Premier ministre de Belgique. C'est un nouveau coup de barre à droite en Europe. Au Parlement européen, son parti, la N-VA (Nieuw-Vlaamse Alliantie, Alliance néo-flamande) siège en effet dans le groupe ECR, celui de l'Italienne Giorgia Meloni, du PiS polonais ou de Marion Maréchal - qui s'est réjouie sur X. Comme celui des Pays-Bas, le gouvernement De Wever entend durcir la politique migratoire en

« réduisant le nombre d'arrivées et en intensifiant sa politique de retour ».

Près de huit mois après les élections législatives du 9 juin 2024, un compromis a été trouvé, vendredi, entre cinq partis

politiques, pour former une nouvelle coalition, dite « Arizona », comme les couleurs du drapeau de cet Etat américain. Dans un paysage politique très éclaté, la N-VA était arrivée en tête du scrutin de

juin avec à peine 16,71% des voix. La nouvelle coalition disposera de 81 sièges sur les 150 de la Chambre. Ensemble, ces cinq partis avaient obtenu quasiment 50% des suffrages. Outre la N-VA, la coalition Arizona comprend le Mouvement réformateur (droite libérale francophone), le CD&V et les Engagés (issus de la démocratie chrétienne flamande et francophone), ainsi que de Vooruit (« En avant »), les socialistes flamands. En revanche, les socialistes wallons, proches de la gauche française, seront dans l'opposition.

Bart de Wever, 54 ans, devrait prêter serment ce lundi et succéder à Alexander

De Croo, un libéral flamand, Premier ministre depuis 2020.

Maire d'Anvers, la deuxième ville du pays, historien, Bart de Wever un nationaliste flamand, même si son parti a mis en sourdine sa volonté séparatiste et participe largement au fonctionnement des institutions belges. La N-VA n'a eu des ministres qu'une seule fois, entre 2014 et 2018, dans le gouvernement de Charles Michel. Parti conservateur, la N-VA est concurrencée sur sa droite par le Vlaams Belang (VB) d'extrême droite.

Jean-Dominique Merchet
@jdmerchet

Bayrou : l'heure des comptes a sonné



Ce lundi, l'Assemblée nationale se prononce sur le projet de loi de finances et débute dans la foulée l'examen du budget de la Sécurité sociale. Le Premier ministre saura cette semaine si son pari d'offrir des concessions aux socialistes était le bon. Une non-censure du PS et il pourra compter sur une base plus large de soutiens que son prédécesseur.

Page 5

Macron-Larcher, un couple de malentendants

Leur relation a mal commencé. La dissolution les amène pourtant à une cohabitation un peu moins froide Page 6

LeBoncoin : la fronde des agents immobiliers

Les professionnels soupçonnent le premier site d'annonces, devenu quasi incontournable, d'abus de position dominante Page 6

Production de drones : l'industrie automobile à la rescousse

Pour fabriquer « vite et en masse », la Direction générale de l'armement fait appel au secteur civil Page 7

Tebboune: « J'ai prévenu le président M

Le vent s'est levé en cet après-midi d'hiver et de fortes bourrasques balayent le parvis du palais d'El Mouradia, le siège de la présidence sur les hauteurs d'Alger. Un peu à l'image des tensions actuelles entre l'Algérie et la France où les mots, parfois très violents, polluent l'atmosphère et brouillent la vue.

Plus que partout ailleurs en Afrique, les relations avec l'ex-puissance coloniale ont connu de nombreuses turbulences depuis 1962. Mais la crise des six derniers mois est probablement la plus « grave depuis l'indépendance » comme le suggère l'historien Benjamin Stora, spécialiste de l'histoire algérienne. Dans les faits, elle a entraîné la quasi-rupture de toute forme de coopération avec Paris après la reconnaissance de la « marocanité » du Sahara occidental par Emmanuel Macron suivie de déclarations hostiles, des deux côtés de la Méditerranée.

C'est dans ce contexte brûlant que le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, élu en 2019 et réélu en 2024, a accepté de recevoir longuement l'Opinion pour un entretien exclusif, réalisé le 30 janvier dans le salon attenant à son bureau.

La France et l'Algérie sont entrées dans une crise sans précédent depuis six mois. Vous avez utilisé une métaphore - « Je maintiens le cheveu de Mu'awiya » - pour expliquer l'état de quasi-rupture des relations... Qu'est-ce que cela signifie ?

Mu'awiya I^{er} est le fondateur du puissant empire des Omeyyades et son premier calife au VII^e siècle. C'était un dirigeant très intelligent, prêt à faire beaucoup pour ne pas arriver à la rupture. C'est mon état d'esprit pour ne pas tomber dans une séparation qui deviendrait irréparable. Le climat est délétère, nous perdons du temps avec le président Macron. Nous avons beaucoup d'espoirs de dépasser le contentieux mémoriel. C'est pour cela que nous avons créé, à mon initiative, une commission mixte pour écrire cette histoire qui nous fait encore mal. Et pour dépolitiser ce dossier. J'ai même reçu deux fois l'historien Benjamin Stora. Il a toute mon estime et réalise un travail sérieux avec ses collègues français et algériens sur la base des différentes archives bien que j'aie déploré que l'on n'aille pas assez au fond des choses. Nous avons aussi établi une feuille de route ambitieuse après la visite

« Je m'interroge sur la manière dont Madame Le Pen va s'y prendre si elle parvient au pouvoir : veut-elle une nouvelle rafle du Vel d'Hiv et parquer tous les Algériens avant de les déporter ? »

en août 2022 de mon homologue français, suivie de celle Elisabeth Borne, alors Première ministre, une femme compétente connaissant ses dossiers. Mais, plus rien n'avance si ce n'est les relations commerciales. Le dialogue politique est quasiment interrompu. Il y a des déclarations hostiles tous les jours de politiques français comme celles du député de Nice, Eric Ciotti, qui qualifie l'Algérie d'« Etat voyou » ou du petit jeune du Rassemblement national [Jordan Bardella] qui parle de « régime hostile et provocateur ». Et ces personnes aspirent un jour à diriger la France... Personnellement, je distingue la majorité des Français de la minorité de ses forces rétrogrades et je n'insulterai jamais votre pays.

Est-ce la reconnaissance par la France de la « marocanité » du Sahara occidental l'été dernier qui a été le déclencheur de cette crise ?

Nous avons parlé avec le président Macron plus de 2 heures 30 en marge du sommet du G7 à Bari, le 13 juin dernier. Il venait de perdre les élections européennes et avait annoncé la dissolution de l'Assemblée nationale. Il pensait - de bonne foi - qu'il pouvait compter sur les voix des Français originaires du Maroc et de l'Algérie pour, à l'issue du scrutin législatif, former une alliance centriste lui permettant de poursuivre sa politique. Il m'a alors annon-

cé qu'il allait faire un geste pour reconnaître la « marocanité » du Sahara occidental, ce que nous savions déjà. Je l'ai alors prévenu : « Vous faites une grave erreur ! Vous n'allez rien gagner et vous allez nous perdre. Et vous oubliez que vous êtes un membre permanent du Conseil de sécurité, donc protecteur de la légalité internationale, alors que le Sahara occidental est un dossier de décolonisation pour l'ONU qui n'a toujours pas été réglé. »

Que répondez-vous à ceux qui reprochent aux dirigeants et aux médias algériens d'utiliser la France comme une rente mémorielle ?

Quelle rente mémorielle ? Honorer ses ancêtres, laisser en paix les âmes de nos martyrs... Jusqu'à aujourd'hui, la France commémore encore ses soldats et résistants tombés dans la guerre contre l'Allemagne, ses cinéastes font des films. Il y a encore des contentieux non déclarés avec Berlin bien qu'il n'y ait eu que quatre ans d'occupation et encore, pas sur tout le territoire. Et vous voudriez nous interdire d'effectuer notre propre travail de mémoire ? Ce qui s'est passé chez nous est unique en Afrique. C'est le seul cas de colonisation de peuplement où l'on a amené des Européens par bateau sur un sol étranger pour en faire une terre française, découpée par ordre numérique dans la suite chronologique des départements français. Nos résistants ont été massacrés par centaine de milliers. Cette colonisation fut bien plus sanglante que la conquête des pays d'Afrique subsaharienne et la période des protectorats en Tunisie et au Maroc.

Marine Le Pen a déclaré qu'« il faut faire avec l'Algérie ce que Trump a fait avec la Colombie » et utiliser tous les moyens de pressions sur votre pays : plus d'octroi de visas, gel des transferts financiers, saisie des biens de personnalités algériennes en France...

Ce sont des « analphabètes ». Les responsables du RN ne connaissent que l'utilisation de la force. Il y a encore dans l'ADN de ce parti des restes de l'OAS pour laquelle il fallait tout régler par la grenade et les attentats. Et comparaison n'est pas raison : les relations entre les Etats-Unis et la Colombie n'ont rien à voir avec les nôtres. Les Américains n'ont pas colonisé l'Amérique latine. Et Donald Trump cherche à régler une question migratoire. Moi, je m'interroge sur la manière dont Madame Le Pen va s'y prendre si elle parvient au pouvoir : veut-elle une nouvelle rafle du Vel d'Hiv et parquer tous les Algériens avant de les déporter ? L'Algérie est la troisième économie et la deuxième puissance militaire africaine. Nous sommes conciliants, nous allons doucement, nous sommes prêts à dialoguer mais le recours à la force est un non-sens absolu.

L'administration Trump veut expulser 306 Algériens établis illégalement aux Etats-Unis. Allez-vous les accepter ?

Nous allons le faire parce que cette demande est légale. Le président américain n'a pas d'arrière-pensée liée à l'immigration algérienne aux Etats-Unis alors que le programme du RN, depuis feu Jean-Marie Le Pen, s'attaque systématiquement à l'islam et à l'immigration, avec comme bouc émissaire l'Algérie.

L'eurodéputée Reconquête Sarah Knafo demande la suppression de l'aide au développement française à l'Algérie...

Cela relève d'une profonde méconnaissance de l'Algérie. C'est de l'ordre de 20 à 30 millions par an. Le budget de l'Etat algérien est de 130 milliards de dollars et nous n'avons pas de dette extérieure. Nous finançons chaque année 6 000 bourses africaines pour venir étudier chez nous, une route de plus d'un milliard de dollars entre notre pays et la Mauritanie et venons d'effacer 1,4 milliard de dette à douze pays africains. Nous n'avons pas besoin de cet argent qui sert avant tout les intérêts d'influence extérieure de la France.

Beaucoup de Français se sont émus que l'Algérie n'accepte pas le renvoi de l'influenceur algérien « Doualemn » qui a appelé sur TikTok à infliger une sévère correction à un opposant algérien France. Le comprenez-vous ?

Je ne veux pas imposer à la France des Algériens en situation irrégulière. Nous avons d'ailleurs accordé 1 800 laissez-passer consulaires l'année dernière. Mais il faut respecter



Le président français Emmanuel Macron et son homologue algérien Abdelmadjid Tebboune, au

les procédures légales. Bruno Retailleau, [le ministre de l'Intérieur], a parlé de l'Algérie comme d'un « pays qui cherche à humilier la France » : il a voulu faire un coup politique en forçant son expulsion. Il vient d'être retoqué par la justice française qui n'a pas justifié l'urgence absolue de sa mesure d'expulsion. Gérald Darmanin, son prédécesseur à ce poste, avait aussi débuté son ministère en cherchant à nous forcer la main, puis il est venu à Alger et, in fine, nous avons trouvé le bon modus operandi. Nous aimerions aussi que la France accède à nos demandes d'extradition comme l'Espagne, l'Italie, l'Allemagne. Or, curieusement, nous constatons que Paris donne la nationalité ou le droit d'asile à des personnalités qui ont commis des crimes économiques ou qui se livrent à de la subversion sur le territoire français. Certains, d'après nos informations, ont même été recrutés par vos services comme informateurs.

La France vous adresse environ 10 000 demandes de laissez-passer consulaires par an. Confirmez-vous ce chiffre ?

Chaque nouveau ministre français de l'Intérieur donne de nouveaux chiffres. Beaucoup de clandestins se font passer pour des Algériens. Ils déchirent leurs papiers en arrivant en France. Il y a peu d'entrées illégales, la plupart de mes compatriotes arrivent en France avec des visas pour étudier ou exercer comme médecins, avocats ou ingénieurs, sans que cela pose de problème aux autorités.

Plusieurs politiques français exigent la dénonciation des accords de 1968. Est-ce un problème pour vous ?

Pour moi, c'est une question de principe. Je ne peux pas marcher avec toutes les lubies. Pourquoi annuler ce texte qui a été révisé en 1985, 1994 et 2001 ? Ces accords étaient historiquement favorables à la France qui avait besoin de main-d'œuvre. Depuis 1986, les Algériens ont besoin de visas, ce qui annule de fait la libre circulation des personnes telle qu'elle est prévue dans les accords d'Evian. Ils sont donc soumis au règlement de l'espace Schengen. Certains politiciens prennent le prétexte de la remise en cause des accords pour s'attaquer à ces accords d'Evian qui ont régi nos relations à la fin de la guerre. Ces accords de 1968 sont une coquille vide qui permet le ralliement de tous les extrémistes comme du temps de Pierre Poujade.

Des comités de soutien se montent en France pour demander la libération de l'écrivain binationnel Boualem Sansal. Emmanuel Macron a même évoqué une Algérie « qui entre dans une histoire qui le déshonore ». Comment les propos d'un écrivain de 75 ans peuvent-ils être considérés comme une menace pour la sécurité nationale d'un pays souverain doté de la deuxième armée du continent ?

Boualem Sansal n'est pas un problème algérien. C'est un problème pour ceux qui l'ont créé. Jusqu'à présent, il n'a pas livré tous ses secrets. C'est une affaire scabreuse visant à mobiliser contre l'Algérie. Boualem Sansal est allé dîner chez Xavier Driencourt, l'ancien

« Il y a peu d'entrées illégales, la plupart de mes compatriotes arrivent en France avec des visas pour étudier ou exercer comme médecins, avocats ou ingénieurs, sans que cela pose de problème aux autorités »

ambassadeur de France à Alger, juste avant son départ à Alger. Ce dernier est lui-même proche de Bruno Retailleau qu'il devait revoir à son retour. D'autres cas de binationaux n'ont pas soulevé autant de solidarité. Et enfin, Sansal n'est français que depuis cinq mois...

En cela, il a les mêmes droits que les autres ressortissants français, notamment en matière de visite consulaire en prison...

Boualem Sansal est d'abord algérien depuis soixante-quatorze ans. Il a eu un poste de direction au ministère de l'Industrie. C'est un retraité algérien. Le Parlement européen a adopté une résolution pour sa libération. Mais les parlements panafricain, arabe et islamique se sont montrés solidaires avec l'Algérie.

Ses avocats réclament l'accès à leur client et les diplomates français veulent assurer sa protection consulaire. Comment va-t-il ?

Il est sous mandat de dépôt. C'est la loi algérienne. Il a eu un check-up complet à l'hôpital, il est pris en charge par des médecins et

Macron: « Vous faites une grave erreur! » »



SIPA PRESS

sommet du G7 en Italie, le 15 juin 2024.

sera jugé dans le temps judiciaire imparti. Il peut téléphoner régulièrement à sa femme et à sa fille.

Mais, tout de même, l'homme est vieux et malade. Pourriez-vous prendre des mesures de grâce à titre humanitaire ?
Je ne peux présager de rien.

Le journal Opinion et d'autres médias ont révélé qu'il y avait des factures non payées dans les hôpitaux français. Qu'en est-il ?

Cela fait trois ans que l'on attend une réunion avec les hôpitaux de Paris pour lever ce contentieux qu'on estime à 2,5 millions d'euros, bien loin des chiffres avancés dans la presse française. D'ailleurs, nous avons pris la résolution de ne plus envoyer nos malades en France. Ils vont dans d'autres pays européens, comme l'Italie, la Belgique ou encore la Turquie. C'est le résultat de toutes ces tracasseries que nous subissons. L'Algérie a toujours payé ses dettes, mais nous ne sommes pas prêts à honorer n'importe quelle facture. Il faut que l'accueil et la prise en charge soient justifiés.

Autre dossier, celui de l'influence de l'Algérie à la Grande Mosquée de Paris. Y a-t-il toujours des financements algériens pour la GMP ?

L'Etat algérien n'a pas voulu laisser des associations douteuses faire de l'entrisme à la Grande Mosquée et a toujours pris en charge son entretien. Lorsque j'étais ministre de la

« Boualem Sansal n'est pas un problème algérien. C'est un problème pour ceux qui l'ont créé. Jusqu'à présent, il n'a pas livré tous ses secrets. C'est une affaire scabreuse visant à mobiliser contre l'Algérie »

Communication et de la Culture, j'ai instauré ces aides. Elles servent notamment à rénover les bâtiments. La France officielle n'a jamais fait d'objection et se rend régulièrement aux invitations du recteur. La Grande mosquée n'est pas une officine. Le recteur actuel, Chems-Eddine Hafiz, a été choisi de manière concertée avec son prédécesseur, Dalil Boubakeur, et l'Etat français. Je

l'ai reçu après sa nomination. L'ex-ministre des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, était étonné de cette nomination à l'époque. Il trouvait cela incongru, pensant que le nouveau recteur était anti algérien car il était binational.

Craignez-vous un changement à la tête de la Grande Mosquée ?

Le climat actuel est malsain. Peut-être d'autres pays arabes sont en train de jouer avec le feu en voulant affaiblir le recteur actuel avec la complicité de Bruno Retailleau qui veut lancer des enquêtes sur ses biens, pour le remplacer à terme.

Pourquoi avoir accordé le monopole de la certification des produits halal à cette institution ?

D'autres se prévalaient de certifier les produits halal, sans le faire, pour les exporter sur notre territoire. On a demandé au recteur, qui est un honnête homme, d'assurer la prise en charge de cette certification par son institution.

Jean-Noël Barrot, le patron du Quai d'Orsay, se propose de venir à Alger. L'étendue de toutes ces polémiques n'exigent-elles pas pour les deux pays de se reparler rapidement ?

Je suis totalement d'accord avec vous. Encore faut-il que le président français, les intellectuels, les partisans de la relation puissent faire entendre leurs voix.

Voulez-vous dire par là que vous êtes disposé à reprendre le dialogue à condition qu'il y ait des déclarations politiques, disons... « fortes » ?

Tout à fait. Ce n'est pas à moi de les faire. Pour moi, la République française, c'est d'abord son président. Il y a des intellectuels et des hommes politiques que nous respectons en France comme Jean-Pierre Chevènement, Jean-Pierre Raffarin, Ségolène Royal et Dominique de Villepin, qui a bonne presse dans tout le monde arabe, parce qu'il représente une certaine France qui avait son poids. Il faut aussi qu'ils puissent s'exprimer. Et ne pas laisser ceux qui se disent journalistes leur couper la parole et les humilier, particulièrement dans les médias de Vincent Bolloré dont la mission quotidienne est de détruire l'image de l'Algérie. Nous n'avons aucun problème avec les autres médias, qu'ils soient du secteur public ou privé.

Le ministre des Armées, Sébastien Lecornu, propose de renouer le dialogue autour des questions de sécurité au Sahel et de lutte contre le terrorisme au Proche-Orient avec la perspective du retour des jihadistes franco-algériens de Syrie...

Nous ne reculerons jamais face aux terroristes, qu'ils viennent de Syrie ou d'ailleurs. Mais il appartient à la France de traiter les cas des jihadistes qui se sont radicalisés sur son territoire et sont partis faire le jihad au Levant. Nous, nous nous occupons des combattants qui se sont radicalisés en Algérie. D'ailleurs, nous nous étions mis d'accord à une époque sur cette répartition avec le ministère français de l'Intérieur tout en coopérant étroitement en matière de renseignement.

La question des réparations relatives aux essais nucléaires et à l'utilisation d'armes chimiques par la France peut-elle être un autre sujet pour la reprise de coopération ?

C'est indispensable. Le dossier de la décontamination des sites d'essais nucléaires est obligatoire sur les plans humain, moral, politique et militaire. Nous pouvions le faire avec les Américains, les Russes, les Indonésiens, les Chinois. Nous estimons que l'Algérie doit le faire avec la France qui doit nous dire avec précision les périmètres où ces essais ont été réalisés et où les matériaux sont enterrés. Il y a aussi la question des armes chimiques utilisées à Oued Namous. J'ai commencé ma carrière de fonctionnaire à Béchar, à l'ouest du pays, au tout début des années 1970. Pratiquement toutes les semaines, nous avions des plaintes d'éleveurs relatives à la mort de leurs bêtes. Il ne faut pas mettre la poussière sous le tapis et régler définitivement ces contentieux.

Nicolas Lerner, patron de la DGSE, était à Alger le 13 janvier. Le but de cette visite était-il de renouer le dialogue ou de régler le contentieux lié à l'affaire Aissaoui Mohamed Amine alias « Abou Rayan », un ex-jihadiste

algérien que la France aurait voulu utiliser pour soi-disant comploter contre l'Algérie ou le Niger ?

Il a demandé à être reçu. Nous avons accepté car nous avons confiance en lui quand il dirigeait la DGSI (NDLR : avant sa nomination à la DGSE). L'affaire « Abou Rayan » est un épiphénomène. Elle n'est pas de nature à faire l'objet d'un contentieux entre deux puissances, l'une européenne, l'autre africaine.

Cela a fait la une des journaux en Algérie...

« Abou Rayan » est un repent qui nous a informés de la démarche de recrutement français et de ses rencontres à l'ambassade de France à

« Tout ce qui est « Retailleau » est douteux compte tenu de ses déclarations hostiles et incendiaires envers notre pays »

Alger par un responsable de la DGSE. La presse a divulgué cette histoire à un moment où les relations sont à un point critique.

N'est-ce pas le rôle des agences de renseignement d'infiltrer les groupes terroristes ?

Certes, mais la France a essayé de le recruter sur notre sol sans nous prévenir. Nous avons été vigilants comme la France l'est sur son territoire.

Historiquement, il y avait des bons rapports entre le renseignement intérieur français et les services algériens. Qu'en est-il aujourd'hui ?

La DGSI est aujourd'hui sous la tutelle du ministre l'Intérieur. Tout ce qui est « Retailleau » est douteux compte tenu de ses déclarations hostiles et incendiaires envers notre pays. Il n'y a donc plus de coopération, à l'inverse de la DGSE [NDLR : sous la tutelle du ministère des Armées] qui a su garder ses distances.

L'évolution politique et géopolitique du monde (poussée des populistes, retour des conflits, guerre commerciale Chine-Etats-Unis) appelle-t-elle une évolution de la diplomatie de l'Algérie ?

De notre indépendance à ce jour, nous avons toujours eu deux axes fondamentaux en politique étrangère. D'abord le non-alignement. Ces derniers jours, nous avons accueilli à Alger des membres du gouvernement russe dans le cadre de notre commission mixte, eu des échanges sécuritaires et diplomatiques au plus haut niveau avec les Etats-Unis, reçu une délégation de l'Otan. Nous avons d'excellentes relations avec tous les pays méditerranéens qui investissent et commercent avec nous, et vice versa. Nous sommes une force stabilisatrice en Afrique. Alors, quand certains politiques français disent que l'Algérie est isolée, cela nous fait bien rire. Le deuxième axe est celui de la non-ingérence dans affaires intérieures des autres pays. Ce qui explique que nous rejetons aussi toutes les tentatives de vassalisation de notre pays. Et je n'ai pas de complexe à le dire aux grandes puissances.

Quelle est la relation que vous souhaitez avoir avec les Etats-Unis sous la présidence Donald Trump ?

Nos relations sont restées bonnes avec tous les différents présidents américains, qu'ils soient démocrates ou républicains. C'était déjà le cas lors du premier mandat de Donald Trump. Lorsque j'ai été élu en 2019, il m'a envoyé une lettre pour me féliciter quelques heures après les résultats, quand le président Macron a mis quatre jours pour « prendre acte » de mon élection. Nous n'oublierons jamais, non plus, que les Etats-Unis ont introduit la question algérienne à l'ONU. Ils accueillent aussi nos meilleurs chercheurs. C'est le seul pays qui a une ville du nom de notre héros national, l'émir Abdel Kader. Nos plus grands projets sous les présidents Boumediène, Chadli et Bouteflika ont été réalisés avec les Américains, dans les hydrocarbures et ailleurs.

Un dossier risque toute de même d'être source de tension, celui de Gaza, que Donald Trump dit vouloir « nettoyer » de sa population...

L'expression est malheureuse mais, dans son esprit, il ne s'agit pas de la population palestinienne qui a toujours eu des soutiens en Europe, dans le monde arabe, en Afrique... L'OLP est re-

présentée à l'Unesco. Nous avons réussi à faire reconnaître la Palestine par 143 Etats de l'ONU comme membre à part entière. On ne va pas faire table rase de tout ce qui a été accompli.

Seriez-vous prêt à normaliser vos relations avec Israël si la relance du processus de paix aboutit au final à la création d'un Etat palestinien ?

Bien sûr, le jour même où il y aura un Etat palestinien. Ça va dans le sens de l'histoire. Mes prédécesseurs, les présidents Chadli et Bouteflika, que Dieu ait leurs âmes, avaient déjà expliqué qu'ils n'avaient aucun problème avec Israël. Notre seule préoccupation, c'est la création de l'Etat palestinien.

Les autorités algériennes ont récemment ordonné la confiscation du livre L'Algérie juive de Hédia Bensahl. Y a-t-il un problème avec l'histoire juive de l'Algérie ?

Non, c'est de l'ordre de la polémique. L'Algérie a accueilli plusieurs communautés et religions durant les derniers millénaires, y compris les juifs qui font partie intégrante de l'histoire du pays.

Quelle est votre lecture des événements en cours en Syrie ?

Je vais vous faire un aveu. J'ai voulu pour le sommet de la Ligue arabe à Alger réintroduire la Syrie au sein de l'instance. Deux pays s'y sont opposés alors qu'ils ont invité le président Bachar el Assad au sommet suivant à Riyad. Il n'y a pas toujours de solidarités dans le monde oriental. Pour le reste, nous avons toujours parlé à l'ex-président syrien tout en étant ferme avec lui. Nous n'avons jamais accepté les massacres contre son peuple. Avant sa chute, je lui ai envoyé un émissaire. L'Algérie se proposait, avec l'aval

« Nous serions prêts à normaliser nos relations avec Israël le jour même où il y aura un Etat palestinien »

de l'ONU, de servir d'intermédiaire pour qu'il discute avec son opposition. Cela n'a pas abouti. La suite, nous la connaissons.

Aux Nations unies, Alger a plaidé pour le respect de l'intégrité territoriale des Etats lors des premières résolutions sur l'Ukraine sans condamner la Russie par la suite...

C'est assez simple. L'Algérie est entière. Elle a du mal à comprendre le double standard. Il faudrait condamner l'intervention en Ukraine, mais pas l'annexion du Golan ou du Sahara occidental... Quand je suis allé voir Vladimir Poutine en Russie en juin 2023, Emmanuel Macron m'a dit de voir si je ne pouvais tenter quelque chose pour la paix. Le président russe m'a aussi donné son feu vert. Il était prêt à dialoguer, mais Volodymyr Zelensky n'a pas répondu.

La Chine semble avoir des investissements beaucoup plus raisonnés qu'il y a une ou deux décennies en Afrique. Est-ce le cas en Algérie ?

C'est exact. L'Algérie est aussi en train de faire ses propres investissements et a ouvert son économie à d'autres investisseurs étrangers dont l'arrivée est facilitée par la nouvelle loi sur l'investissement. Nous avons déposé presque 11 000 projets au niveau de l'Agence nationale de promotion d'investissements. Les Chinois s'intéressent à de nombreux secteurs d'activité : des technologies de pointe à l'électronique en passant par le numérique, les batteries au lithium puisqu'on dispose de cette matière première. Ils sont venus au début pour construire des logements au grand dam des groupes français comme Bouygues qui lorgnaient le marché de la Grande Mosquée d'Alger. Les Chinois ont proposé les meilleures offres, les délais les plus courts. Nous sommes satisfaits de leurs prestations. Et sur le plan politique, nous avons une longue amitié. Tous les responsables chinois reconnaissent la bataille qu'a menée l'Algérie pour ramener la Chine populaire comme membre de l'ONU et de son conseil de sécurité. De son côté, Pékin a été le premier pays à soutenir la guerre de libération du FLN et à recevoir le gouvernement provisoire de la République algérienne. Et c'est encore eux, avec l'Indonésie, qui nous ont introduits à la conférence des non-alignés à Bandung.

« Je n'ai pas l'intention de m'éterniser au pouvoir. Je respecterai la Constitution »

Suite de la page 3

Le retour des coups d'Etat au Sahel représente-t-il une menace ?

C'est malheureux de le dire, mais c'était prévisible. Les Etats du Sahel, comme beaucoup d'autres pays africains, n'ont pas réussi à construire des institutions solides et plus résilientes.

La junte malienne au pouvoir vous accuse, comme la France, de soutenir des groupes terroristes au nord de son territoire ?

C'est aberrant. Nous avons permis la conclusion de l'Accord de paix d'Alger que le pouvoir malien a dénoncé l'année dernière en expliquant qu'il s'agissait d'une ingérence étrangère. Nous avons même un plan de développement pour le nord Mali que nous étions prêts à financer à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars. Nous avons une importante communauté touareg en partage et avons toujours été disponibles pour rassembler les signataires de cet accord, car il n'y a pas de solution uniquement sécuritaire. L'Algérie ne cherche pas à administrer le Mali que nous considérons comme un pays frère pour lequel notre main sera toujours tendue.

La présence de mercenaires à votre frontière sud vous gêne-t-elle ?

Nous avons seulement du mal à accepter la présence de groupes paramilitaires comme Wagner à notre frontière. Nous l'avons d'ailleurs dit à nos amis russes.

Vous hébergez l'imam Dicko, une figure religieuse malienne, perçue comme une menace pour le pouvoir...

L'imam Dicko est un sage. Lorsqu'il s'est installé en Algérie, il a naturellement rejoint le conseil de la Grande mosquée d'Alger qui prône un islam du juste milieu.

L'Algérie soutient économiquement la Tunisie. Etes-vous inquiet par le recul des droits politiques ?

Pas du tout. La révolution du Jasmin, qui a abouti à la mise en place d'un régime parlementaire, a bloqué toutes les initiatives de Kaïs Saïed qui a remis les pendules à l'heure en restaurant le régime présidentiel qu'a connu

« Le Maroc a été le premier à vouloir porter atteinte à l'intégrité de l'Algérie avec son agression en 1963, neuf mois après notre indépendance. Il a toujours eu des visées expansionnistes »

la Tunisie depuis son indépendance. Mon frère, le président tunisien, est un universitaire reconnu, populaire, qui continue à aller faire ses courses au marché. Contrairement aux critiques, la Tunisie n'a pas de sérieux problèmes en dehors d'un endettement et d'une croissance faible. Nous l'aidons autant que l'on peut parce que c'est un excellent voisin qui a subi les bombardements de l'aviation coloniale à cause de son soutien à la guerre d'indépendance algérienne. C'est un pays dont la population est très instruite, fière de ses traditions. Il mérite d'être soutenu, le temps de passer cette conjoncture difficile.

Alger appuie de manière inconditionnelle la République arabe sahraouie démocratique (RASD) mais celle-ci perd régulièrement des soutiens internationaux. Ne redoutez-vous pas que tous les Etats finissent par reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental ?

Rien n'est immuable. L'indépendance de l'Algérie a été obtenue après cent trente ans de combat. La RASD est un membre de notre organisation panafricaine, l'OUA devenue l'UA. La Cour internationale de Justice a dit qu'il n'y avait aucun lien de tutelle entre le Sahara occidental et le Maroc, si ce n'est



Le président algérien prête serment pour son second mandat à Alger, le 17 septembre 2024.

des relations économiques. La justice européenne reconnaît progressivement les droits des Sahraouis. Ces derniers réclament des armes que nous nous préservons de leur donner pour le moment. Le roi Hassan II voulait régler le problème du Sahara occidental juste avant sa mort, en juillet 1999. Il avait d'ailleurs confié au président congolais, Denis Sassou-Nguesso : « Je ne laisserai pas cet héritage à mes enfants ! ». Mais Mohammed VI ne l'a pas suivi, hélas...

La rupture des relations avec le Maroc est-elle durable ?

Je l'ai expliqué à tous les présidents à qui j'ai eu l'occasion d'en parler. Nous sommes malheureusement dans la réaction avec notre voisin. C'est presque un jeu d'échecs où nous sommes contraints de répondre à des actes que nous jugeons hostiles. Le Maroc a été le premier à vouloir porter atteinte à l'intégrité de l'Algérie avec son agression en 1963, neuf mois après son indépendance. C'est encore les autorités Marocaines qui ont imposé le visa aux ressortissants algériens en 1994 après les attentats de Marrakech. Nous leur avons rédemment interdit le survol de notre espace aérien parce qu'ils réalisent des exercices militaires conjoints avec l'armée israélienne à notre frontière, ce qui est contraire à la politique de bon voisinage que nous avons toujours essayé de maintenir. Nous devons mettre un terme à cette situation un jour. Le peuple marocain est un peuple frère pour lequel nous ne souhaitons que le meilleur.



Notre reporter Pascal Airault et le président algérien lors de l'interview, le 30 janvier.

L'Algérie semble vivre une lune de miel avec l'Italie...

Contrairement à l'extrême droite française, nous avons d'excellentes relations avec la droite radicale italienne, d'autant que nous n'avons aucun contentieux, ni mémoriel, ni autre. L'Italie a toujours été un partenaire très fiable. Et l'homme politique Enrico Mattei, fondateur d'ENI [le géant italien du pétrole et du gaz], a été longtemps un précieux conseiller pour dévelop-

« Si Dieu le permet, peut-être dans deux ans maximum, l'Algérie sera un pays émergent du niveau des pays du Sud de l'Europe avec un PIB de plus de 400 milliards de dollars »

per notre potentiel en hydrocarbures. Il a d'ailleurs été tué pour ses raisons. Pendant la décennie noire [1992-2002], seul Alitalia continuait à se poser à Alger quand François Mitterrand avait demandé à son pays et à ses partenaires européens de suspendre leurs vols. Neuf matelots italiens ont été égorgés durant cette période et, malgré tout, Rome nous a ouvert une ligne de crédit de 13 milliards de dollars. Donc, nos amis italiens sont de bonne foi. On s'aide réciproquement et l'Italie renforce ses positions économiques chaque année. Ce fut le cas sous Mario Draghi ; ça l'est aujourd'hui avec Giorgia Meloni. La présidente du Conseil est très sympathique, connaît ses dossiers et défend son pays, toutes griffes dehors. Elle a créé le fonds Mattei pour l'Afrique dont nous sommes le principal contributeur sur le continent. Son siège est à Alger.

Vous recevez actuellement les principaux responsables des formations politiques du pays. Quelles sont les évolutions politiques et institutionnelles à attendre lors de ce second mandat ?

Ce second mandat est celui du parachèvement des grands chantiers lancés depuis 2020. Nous sommes passés par des phases difficiles – la décennie noire, la fin de mandat du président Bouteflika suivie du hirak – qui auraient pu détruire le pays. A mon arrivée, il a fallu reconstruire les institutions dans un laps de temps très court. La crise sanitaire a ajouté son lot de difficultés. Malgré cela, nous avons tenu nos engagements et avons révisé la Constitution. Je reçois effectivement les différentes formations politiques. Nous allons trouver un consensus pour réformer la loi

sur les partis, le système électoral, les codes régissant les communes et les wilayas. Nous allons aussi renforcer l'économie de ces régions en créant une banque des collectivités locales.

Et sur le plan économique ?

Si Dieu le permet, peut-être dans deux ans maximum, l'Algérie sera un pays émergent du niveau des pays du Sud de l'Europe avec un PIB de plus de 400 milliards de dollars. Début 2027 tout au plus, nous aurons achevé la construction de notre programme de 3,5 millions de logements - deux millions sont déjà livrés -, nous en aurons aussi terminé avec la crise de l'eau et nous aurons réduit l'importation de matières premières pour nos usines. Notre objectif est de fabriquer le maximum de produits sur place. Nous allons parmi les plus grands pays exportateurs de phosphates et dérivés. Nous allons aussi développer l'énergie solaire et la production d'hydrogène vert, une nouvelle ressource qui renforcera l'attractivité industrielle de l'Algérie. Cela nous permettra aussi d'augmenter notre capacité à fournir de l'énergie à l'Europe. Nous renforçons enfin la sécurité alimentaire et mobilisons davantage de ressources hydriques avec notre programme d'usine de dessalement et de jonctions des grands barrages.

Pourquoi appelez-vous à la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne, entré en vigueur en 2005 ?

Notre ambition exportatrice s'affirme. En 2005, nous n'avions guère de production en dehors des hydrocarbures. Aujourd'hui, nous avons une production industrielle nationale. Tout l'électroménager est algérien. Notre agriculture génère, selon la FAO [l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture], 37 milliards de dollars par an. On exporte des produits maraîchers en Tunisie, en Mauritanie et au Moyen-Orient. Il faut réviser l'accord pour que nos produits agricoles et notre acier accèdent au marché européen dans des conditions préférentielles.

Quel héritage souhaitez-vous laisser à l'Algérie au terme de votre second et dernier mandat ?

Je n'ai pas l'intention de m'éterniser au pouvoir. Je respecterai la Constitution [qui limite à deux mandats les mandats présidentiels]. Je compte laisser des infrastructures nouvelles, de grands chantiers et une réforme du système politique. Même si je n'ai pas tout réussi, j'aurais eu le mérite de montrer aux Algériens que cela était possible. La voie sera tracée. Ce sera aux générations futures de parachever le travail.

Interview Pascal Airault (envoyé spécial à Alger) @P_Airault

Le centriste saura cette semaine si ses concessions aux socialistes étaient judicieuses. Une non-censure du PS lui offrirait une base plus large de soutiens que son prédécesseur, Michel Barnier

Pour François Bayrou et son gouvernement, c'est l'heure des comptes

A la caisse

Lundi, l'Assemblée nationale se prononce sur le projet de loi de finances et débute dans la foulée l'examen du budget de la Sécurité sociale. « Si tout va bien, dans dix jours, la France aura enfin les budgets nécessaires à la vie de la nation », promet le Premier ministre dans un entretien à *La Tribune dimanche*.

Matthieu Deprieck

FRANÇOIS BAYROU a manqué son entretien sur LCI le 27 janvier. Le moment était aux négociations en coulisse avant d'entamer la dernière ligne droite de l'examen budgétaire. Le Premier ministre a pris le risque d'apparaître plus commentateur qu'acteur.

Vendredi, l'accord trouvé au Parlement sur le projet de loi de finances 2025 a ouvert une voie. François Bayrou l'a empruntée en reprenant la métaphore de l'Himalaya qu'il avait utilisée le 13 décembre et qu'il avait oubliée depuis. Six

« C'est cornélien. Voter la censure, c'est précipiter une crise dont on n'a pas la solution. Parce que Macron voudra toujours nommer un gouvernement macroniste »

jours après, le 19 décembre, il réunissait les chefs de parti à Matignon et leur demandait de lui indiquer quelle serait leur attitude à son égard. Cela aussi François Bayrou s'en souvient aujourd'hui. « Le fait que les forces politiques ne censurent pas le gouvernement signifie qu'elles prennent part à l'effort d'urgence nationale », explique-t-il dans un entretien à *La Tribune Dimanche*.

En janvier, le chef du gouvernement a dé-routé tout le monde. « Bayrou a 73 ans. Il fait de la politique depuis 70 ans. J'espère que son flou est un flou professionnel », jugeait-il y a quelques jours une responsable macroniste. En février, il revient aux fondamentaux. Le leader centriste a toujours apprécié les interviews dominicales. Celle de ce dimanche, à l'écrit, lui a permis de contenir sa pensée.

Ainsi, les enjeux de cette semaine si particulière sont posés. D'ici à mercredi, la méthode Bayrou va subir un stress test entre 49.3 et motion de censure. Il va falloir compter. Les millions et milliards d'euros d'abord. François Bayrou promet que l'objectif de tenir le déficit à 5,4% du PIB est maintenu tout en se gardant une marge de manœuvre. « Si jamais il y avait des accidents, nous y répondrions en temps réel », explique-t-il.

« Et si... » Des députés de tous bords ne doutent pas que ce dérapage surviendra dans les prochains mois. « C'est un budget Potemkine », assure un parlementaire Liot, qui pourtant le soutiendra : « C'est cornélien. Voter la censure, c'est précipiter une crise dont on n'a pas la solution. Parce que Macron voudra toujours nommer un gouvernement macroniste. »

Compter les millions, les milliards. Et les voix. Mercredi, le vote de la motion de censure forcera chacun à se positionner. Dans l'esprit du centriste, les groupes politiques se répartissent en trois : les soutiens, les opposants sans être censeurs, les censeurs. Que les socialistes s'inscrivent dans la deuxième catégorie et François Bayrou pourra revendiquer une avancée par rapport à son prédécesseur. Michel Barnier s'appuyait sur un « socle commun ». Le Premier ministre rêve d'un éventail commun, avec des socialistes un pied dans le soutien, un autre en dehors.

Le gouvernement se mobilise pour se garantir un tel avenir avec la Une de deux des trois journaux du dimanche. C'est un



SIPA PRESS

Le Premier ministre François Bayrou et Amélie de Montchalin, ministre déléguée aux Comptes publics, à l'Assemblée nationale, le 21 janvier.

concours de circonstances. Vendredi soir, Catherine Vautrin apprend que le Premier ministre va accorder un entretien à *La Tribune Dimanche*. Elle a déjà répondu aux questions du *Parisien* pour une interview à paraître le même jour. Matignon s'assure alors de l'absence de carambolage entre les prises de parole de François Bayrou et de la numéro 5 de son gouvernement.

Révolution d'agenda. Les messages se recourent. « Les prochains jours seront décisifs », clame Catherine Vautrin quand François Bayrou rappelle l'importance de doter la France d'un budget. Reste un accroc. Sur l'usage du 49.3, la première juge que « rien

n'est exclu » quand le second promet que « les 49.3 nécessaires seront déployés sans retard ». La politique au conditionnel, celle des « et si... », va encore vivre une belle semaine. Qui censurera ? Qui s'abstiendra ?

Jeudi, alors que la commission mixte paritaire entre députés et sénateurs venait à peine de débiter, le député RN Jean-Philippe Tanguy annonçait l'intention de son groupe de censurer le gouvernement en cas de maintien de l'article réglementant le prix de l'électricité. Celui-ci figure bien dans le projet de loi de finances. Alors, censure ? Le RN laisse planer le doute. « Cela n'engage que Tanguy », évacue toutefois un responsable du groupe frontiste.

Les socialistes décideront, eux, de se joindre - ou pas - aux autres forces de gauche mercredi, juste avant le vote de la motion de censure. Tout cela dessine une nouvelle version de la formule de René Descartes : « Je menace donc je suis. »

Voici pour le spectacle. Signe qu'il fait moins recette, les responsables politiques se remettent à parler de l'avenir. Catherine Vautrin annonce une conférence sur le travail au premier trimestre 2025. Gabriel Attal, dans *Le JDD*, détaille sa proposition de référendum sur le travail. François Bayrou dit vouloir réfléchir dès ce mois de février au budget 2026. « Il a une trop haute estime de lui pour ne pas vouloir faire avancer le pays », juge un conseiller ministériel.

Une nouvelle page est sur le point de s'ouvrir. Cela vaut bien la peine de changer ses habitudes. En début de soirée, vendredi, Matignon a diffusé l'agenda du Premier ministre pour cette semaine du 3 février. Jusqu'ici, ils étaient envoyés au premier jour de la semaine concernée. Ce n'est pas tout. La veille, jeudi, pour la première fois depuis sa nomination figurait à l'agenda de François Bayrou une réunion de travail avec ses ministres. Trois autres sont inscrites dans les jours à venir.

@mdeprieck ✉

Choix publics La plume d'oie, les patrons et l'impôt

La chronique
de Erwan
Le Noan



SANDRINE ROUDEX

C'est la plume de trop. Celui qui fait dépasser le seuil de tolérance et conduit l'oiseau à protester contre la douleur qu'il subissait jusque-là résigné. Selon une maxime attribuée à Colbert, « l'art de l'imposition consiste à plumer l'oie pour obtenir le plus possible de plumes avec le moins possible de cris ». Cette fois, l'oie se rebiffe.

La protestation a été portée par Patrick Martin (Medef) et des dirigeants des plus grands groupes français (Bernard Arnault, Guillaume Faury, Florent Menegaux, Patrick Pouyanné, Ben Smith). Tous rappellent une évidence exposée par Jean-Baptiste Say en 1803 : « Les impôts sont une addition aux frais de production (...). L'impôt, en élevant le prix des produits, réduit la consommation qu'on peut en faire, et par conséquent la demande des consommateurs. » Augmentez la TVA, les Français achètent moins. Accroissez le coût du travail, les entreprises embauchent moins. Dans une économie ouverte, où se déploient des offres plus concurrentielles, les clients ont vite fait de rechercher ailleurs les moyens de maintenir leur niveau de vie, pour allouer leurs ressources selon leurs préférences propres.

Il ne s'agit pas d'un raisonnement économique des plus complexes, mais il semble avoir échappé à la gauche, qui surjoue

l'indignation, l'exécutif, qui feint la surprise, ou la droite, qui se terre, bien discrète. Tous rappellent une vérité économique : il n'est jamais plus confortable que de dépenser l'argent des autres. Dès lors, toute fiscalité supplémentaire est aisément présentée comme nécessairement légitime. Le discours politique s'est appauvri de toute réflexion sur l'usage de l'impôt ; il n'est plus qu'une logorrhée de réflexes fiscaux.

Illusion. Il est aussi révélateur d'une grave illusion. Pour nos décideurs, il ne semble pas envisageable d'interroger la performance de l'action publique. Pire, ils se félicitent d'augmenter les budgets, déversant toujours plus l'argent des contribuables dans le tonneau des Danaïdes des services publics. Il n'est pourtant pas besoin d'être fin analyste pour percevoir que, dans un pays qui détient le record de la dépense publique, les prestations ne sont pas à la hauteur des efforts consentis.

C'est qu'en réalité nos dirigeants ne savent pas penser hors de la collectivisation étatique. L'impôt est toujours justifié, car il doit être incontestable que l'action publique prévaut nécessairement et systématiquement sur l'initiative privée. L'Etat sait l'avenir. Il crée l'emploi, génère la croissance. Lui seul unit et protège. Il est notre fondement et notre postérité. Il est la Providence. Qu'importe que les faits le démentent.

Plus encore, l'impôt est l'outil qui permet de réaliser *L'Obsession égalitaire* (La cité, 2024). La taxe est instrumentale : elle doit écrier les distinctions. La promesse sociale de la République n'est plus la réussite, mais l'écrasement de l'échelle des fortunes, figeant les états, frustrant les ambitions. Or, la France n'a pas un problème d'égalité, mais d'équité et de mobilité, qui trouve son nœud dans un déficit de croissance et de réformes. Taxer n'est à ce titre pas qu'une facilité pour accentuer la redistribution et acheter la paix sociale ; c'est une lâcheté qui ment sur la réalité de nos défis.

Il y a quelques cris d'oies célèbres dans l'histoire, comme au Capitole antique, prévenant d'un risque imminent. Aujourd'hui, les politiques ayant déserté le champ de l'économie, les entrepreneurs sonnent l'alerte. Espérons qu'ils seront entendus.

@erwanleonoan ✉

Retraites: le conclave change de nom, mais n'avance toujours pas

LE MOT « CONCLAVE » est porté disparu. Dans leurs interviews accordées à la presse dominicale, ni le Premier ministre François Bayrou, ni la ministre du Travail Catherine Vautrin n'emploient l'expression qui signifiait la réouverture de négociations entre partenaires sociaux sur les retraites. Elle a été enterrée la semaine dernière. Le gouvernement lui préfère les mots de « conférence sociale » ou encore de « délégation paritaire permanente ». Car « conclave » était trop polémique face à des syndicalistes amusés ou agacés, par le choix de ce mot tiré de la sémantique chrétienne. Et surtout, trop décalé par rapport à la réalité de ce qu'allaient concrètement être ces pourparlers.

En effet, il ne s'agit pas d'enfermer dans une salle les délégations négociatrices du camp patronal et du camp syndical le temps de trouver un accord sur les retraites, mais plutôt d'un rendez-vous hebdomadaire. C'est ce qu'a appris la CFDT la semaine dernière. La centrale était la première organisation à rencontrer Jean-Jacques Marre, le « monsieur retraites » du gouvernement chargé de jouer le chef d'orchestre de ces échanges. Les négociateurs devraient ainsi être conviés tous les jeudis dans un lieu qui reste encore à trouver, mais qui pourrait tout simplement être une salle au ministère du Travail. C'est à peu près la seule information nouvelle que les leaders syndicaux, réunis vendredi en fin de journée en intersyndicale, ont échangée. Pour le reste, trois semaines après la réouverture annoncée de ce vaste chantier par François Bayrou, le grand flou persiste.

Diagnostic. A l'évocation du dossier, le locataire de Matignon promet l'instauration d'un système universel, une retraite par points, revendication de longue date de la CFDT. Dans *La Tribune Dimanche*, il défend que « l'avenir des retraites, c'est une gestion par les partenaires sociaux et non plus par l'Etat », prenant en modèle l'Agirc-Arrco, le régime de retraites complémentaires pour les salariés du privé qui est piloté par les syndicats et le patronat. De son côté, Catherine Vautrin indique au *Parisien* ce week-end que « la retraite par capitalisation existe déjà » et qu'il n'y a aucun tabou sur ce point, défendu depuis longtemps par le patronat.

Si rien n'est encore très clair, plusieurs négociateurs chevronnés imaginent que les négociations ne déboucheront pas sur un accord à proprement parler mais plutôt sur un « relevé de conclusions », un document qui accueillera

Plusieurs négociateurs chevronnés imaginent que les négociations ne déboucheront pas sur un accord à proprement parler mais plutôt sur un « relevé de conclusions »

les positions des uns et des autres. De quoi permettre à chacun de s'y retrouver : au patronat, auquel la réforme actuelle va très bien ; aux syndicats, qui ne sont pas tous sur la même ligne ; au gouvernement, qui devra ensuite passer par un Parlement imprévisible pour faire évoluer le système de retraites.

Toutefois, personne n'a vraiment démarré le travail. Pour le moment, les partenaires sociaux s'entretiennent avec la Cour des comptes, qui doit remettre son diagnostic sur le déficit des retraites le 19 février, et avec Jean-Jacques Marre. Des rendez-vous très « protocolaires », rapporte une source syndicale.

Pourquoi ne pas aller plus vite ? Premièrement, parce que le patronat ne tient pas plus que ça à revoir la réforme entrée en vigueur en 2023. Deuxièmement, parce que de toute façon, chaque maison maîtrise déjà fort bien le dossier. Enfin et surtout... parce que le risque d'une censure prochaine du gouvernement n'est toujours pas écarté.

Sarah Spitz
@sarah_spritz ✉

Leur relation a mal commencé. La dissolution, source de désaccords, les amène pourtant à une cohabitation un peu moins froide

Macron-Larcher, un couple de malentendants

Titi et Grosminet

Le 12 janvier, dans une interview au *Parisien*, le président du Sénat soutient avec fermeté le maintien de l'âge de la retraite à 64 ans. Le 15 janvier, il rencontre le chef de l'Etat pour parler d'éventuels référendums et de sujets de société.

Corinne Lhaïk

QUI AURAIT PRÉDIT que Gérard Larcher deviendrait le gardien du temple... macroniste ? Entre le président du Sénat et celui de la République, le malentendu est permanent. Pourtant, le 12 janvier, l'Élysée se réjouit de l'interview du patron des sénateurs au *Parisien* : « Le message est clair, ni suspension ni abrogation ! » dit-il à propos de la réforme des retraites. La remise en question des 64 ans, ce sera sans lui. Gérard Larcher sent alors qu'Eric Lombard, le ministre de l'Économie et des Finances, semble prêt à accorder la suspension de la réforme aux socialistes. Cette prise de position, très ferme, consolide celle du chef de l'État.

Larcher ne vole pas au secours du macronisme, mais de ses convictions et de ses intérêts : il sait que la retraite est un marqueur identitaire de l'électorat de droite, malgré les flottements du groupe LR lors de l'adoption de la réforme en 2023. Cette entente tacite est une exception dans une relation frappée de froideur et de défiance.

Escarmouche. La dernière escarmouche en date, la dissolution, n'est pas la moindre. Gérard Larcher vit très mal la consultation expresse du chef de l'État, le 9 juin. Entre le moment où son téléphone portable affiche le nom du Président et celui où il raccroche, il s'écoule une minute trente. Deux jours plus tard, il relate cet échange en conférence des présidents. La transcription de son récit est versée aux archives du Sénat. Larcher s'en veut de ne pas avoir déposé un recours contre le décret de dissolution devant le Conseil constitutionnel.

Aurait-il pu changer le cours de l'histoire, empêchant Emmanuel Macron de faire une grosse bêtise ? « Je ne crois pas que le Conseil aurait sanctionné le chef de l'État car si l'article 12 de la Constitution lui fait obligation de consulter le Premier ministre et les présidents des deux chambres, la manière d'y procéder n'est pas précisée, affirme Jean-Jacques Urvoas, professeur de droit public à l'université de Bretagne occidentale. Dans *Mémoires d'espoir*, le général de Gaulle raconte que, pour la dissolution de 1962, il reçoit Jacques Chaban-Delmas (Assemblée nationale) pendant un demi-heure et "Gaston Monerville (Sénat) deux minutes sans poignée de mains." »

Depuis le 9 juin, Emmanuel Macron et Gérard Larcher se sont expliqués. « Vous m'en voulez beaucoup ? », interroge le chef de l'État. « Oui, voyez où l'on en est », répond le chef de sénateurs. Il dit vouloir tourner la page, mais rester vigilant. Vigilant ? Les deux le sont dès 2017. Ils s'opposent sur le contenu de la révision constitutionnelle envisagée par Emmanuel Macron. Puis, la commission d'enquête sénatoriale sur l'affaire Benalla est vécue par l'Élysée comme une machine de guerre contre le Président. Les législatives de 2022 ouvrent une nouvelle période : faute de majorité absolue à l'Assemblée nationale, le Président, réélu, s'appuie sur le Sénat.

Mais les deux hommes s'accusent réciproquement d'avoir manqué le rendez-vous de l'histoire : celui d'une alliance entre les macronistes et les LR, plaidée en vain par Nicolas Sarkozy. « Gérard Larcher a tout raté, il aurait dû convaincre Eric Ciotti et Bruno Retailleau de gouverner avec Emmanuel Macron en 2022. Il serait devenu vice-Premier ministre et aurait pu faire passer les textes que le Sénat tient prêts », dit un proche de Macron. Du côté du président du Sénat, on rétorque qu'on ne peut pas saisir une main qui n'a jamais été tendue : c'est Macron qui a perdu, c'était à lui de faire le premier pas.

En 2024, après la dissolution, l'union s'impose de force : macronistes et LR doivent se lier pour empêcher la gauche d'accéder au pouvoir. La relation, purement institutionnelle, se réchauffe un peu. La désignation de Michel Barnier, un LR, à Matignon, y contribue. Celle de Bruno Retailleau à l'Intérieur aussi : fortement soutenu par Gérard Larcher, il est apprécié par Emmanuel Macron qui le découvre. La mise à distance de Laurent Wauquiez les unit également.



Emmanuel Macron et Gérard Larcher s'accusent réciproquement d'avoir manqué l'opportunité d'une alliance entre les macronistes et les LR.

Le 15 janvier, Emmanuel Macron reçoit le président du Sénat. Le rendez-vous figure à l'agenda officiel du chef de l'État. Gérard Larcher veut faire le point sur les sujets de société. Il souhaite deux projets de loi sur la fin de vie (comme François Bayrou). Il l'avait déjà dit lors de ses vœux à la Première ministre, Elisabeth Borne, au début de 2024. Le président du Sénat est favorable au principe du référendum annoncé par Emmanuel Macron le 31 décembre. Le gaulliste est pour, mais il tient à une consultation sur l'immigration, ce qui n'est pas possible selon les termes de l'article 11 de la Constitution. Faut-il réviser le texte fondamental pour organiser ce scrutin ? A priori, l'Élysée rechigne à ce parcours du combattant. Le sujet va continuer d'animer les échanges, voire les débats, entre les deux hommes.

©clhaik

Nos futurs Elon Musk veut détruire l'Europe

La chronique de Antoine Buéno



Le samedi 25 janvier, Elon Musk s'est une nouvelle fois immiscé dans la campagne législative allemande en intervenant en visio dans un meeting de l'AfD, Alternative für Deutschland (Alternative pour l'Allemagne). Il a réitéré son soutien à cette formation d'extrême droite créditée de 20 à 22% d'intentions de vote, mais cette fois en des termes qui, si le doute était encore permis, ne laissent subsister plus aucune ambiguïté sur le but de la manœuvre.

Elon Musk n'est pas l'histrion fantasque que l'on se plaît parfois à dépeindre. C'est un missile géopolitique envoyé par Trump pour détruire l'Europe. Lors de son intervention, le milliardaire américain a considéré que le parti allemand eurosceptique était « le meilleur espoir pour l'Allemagne ». Il a exalté la germanité en enjoignant les Allemands à dépasser « la culpabilité du passé » pour « plus d'autodétermination pour l'Allemagne et pour les pays d'Europe et moins de Bruxelles ».

Cynisme. Le but est très clairement de déstabiliser l'UE, et idéalement la faire implorer. Avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, Elon Musk se voit assigner ou s'assigne une double mission parfaitement symétrique et cohérente. Sur le plan intérieur, il doit miner l'État fédéral américain en le réduisant à la portion congrue. Sur le plan extérieur, il entend miner l'État fédéral européen en visant son maillon faible du moment, à savoir l'Allemagne. Une pièce de choix car il s'agit bien, avec la France, du cœur battant de l'Europe.

La profession soupçonne le premier site d'annonces, devenu quasi incontournable pour eux, d'abus de position dominante

Les agents immobiliers se rebiffent contre LeBoncoin

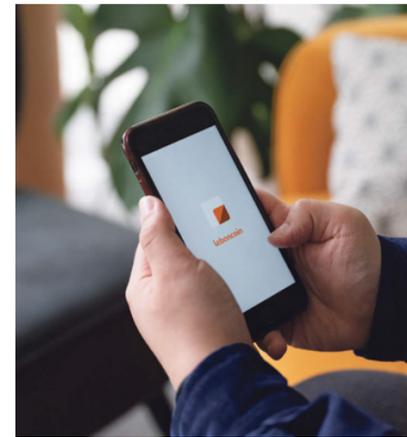
Vent de fronde

A la fin du mois de novembre 2024, plus de 1200 agences immobilières avaient baissé le rideau depuis le début de l'année selon Altarès, soit un niveau proche de celui de 2009, et ce sans compter les mandataires. Dans ce contexte, les hausses de tarifs imposées par LeBoncoin passent mal.

Sandra Mathorel

MI-JANVIER, un soir à Montgeron, dans l'Essonne, une petite dizaine d'agents immobiliers des environs, de l'indépendant aux grands réseaux, se réunit en urgence pour évoquer le sujet brûlant du moment : la hausse des tarifs du site LeBoncoin.fr. Le motif prêterait presque à sourire si la plateforme n'était devenue au fil des années un outil de travail quasi incontournable pour la profession. La pilule passe d'autant plus mal que le marché de l'ancien souffre depuis deux ans, entraînant de nombreuses faillites d'agences immobilières. Alors payer plus pour le même service - ou presque - et grever encore davantage des trésoreries fragiles, c'est non. LeBoncoin est aussi accusé d'opacité sur ses tarifs et de cautionner des pratiques commerciales agressives. L'exaspération est telle que l'appel au boycott du site se répète de plus en plus dans le milieu.

« LBC stop ou encore ? » Les résultats de ce sondage, posté le 19 décembre sur un groupe Facebook rassemblant 54 000 professionnels de l'immobilier, sont éloquentes : 68 % des votants ont répondu « stop ». Les nombreux commentaires achèvent de tailler en pièces l'un des sites internet préférés des Français. Il est ouvertement accusé de se servir de son statut d'acteur incontournable pour gonfler ses tarifs. « Ils profitent de la conjoncture du-



LeBoncoin.fr est l'un des sites préférés des Français.

rant laquelle les agences doivent mettre tout en œuvre pour vendre », critique un agent de Gironde. « J'aimerais bien avoir une idée des tarifs de tous les packs, enchérit Aurélien, d'Albertville transactions. Car ils montent de près de 15 % par an, ce n'est plus tenable ! » « Il est temps de réduire notre dépendance à LBC ! », argue quant à lui Sylvain, à la tête d'une agence indépendante dans l'Aisne.

Audience. Difficile en effet de s'en passer, tant l'activité des professionnels est conditionnée par la diffusion d'annonces sur LeBoncoin. « Ici, dans le Nord, huit clients sur dix proviennent du Boncoin... », calcule Julien de CapiFrance, qui exerce près de Tourcoing. Rien que pour la catégorie « Immobilier », le site a enregistré près de quinze millions de visiteurs uniques en juin 2024 (selon les derniers chiffres). Pour trouver le bien de leur rêve, 69 % des porteurs de projets se rendent sur LeBoncoin et 44 % d'entre eux ne vont sur aucun autre portail. Sur le million d'annonces immobilières, 80 % émanent des professionnels... A titre de comparaison, la plateforme SeLoger compte huit millions de visiteurs uniques par mois et Bien'ici, créée en 2013 par des réseaux immobiliers, en décompterait deux millions.

« La richesse de notre plateforme, c'est l'audience, abonde Aurélien Flament, directeur général LeBoncoin immobilier. Oui, les agents immobiliers ont besoin de nous, mais ce que nous proposons leur évite aussi d'engager des frais pour créer leurs propres portails digitaux. Et nous leur fournissons d'autres services selon le pack choisi : la remontée automatique des annonces, des outils d'estimation, les contacts avec les vendeurs souhaitent être accompagnés et même des formations. » Ces « packs » ne sont en réalité pas des forfaits et d'ailleurs aucun tarif n'apparaît sur le site, ni ne nous a été communiqué. Selon Aurélien Flament, les grands réseaux et les petits nouveaux bénéficient de ristournes, de même que ceux qui optent pour un pack supérieur. « On a l'impression que c'est à la tête du client », commente Olivier, l'un des agents de Montgeron.

Si un pack d'entrée de gamme est toujours un choix possible, LeBoncoin reconnaît que le contrat n'est jamais tacitement reconduit. Chaque année, le client est démarché par un commercial de LBC pour le renouveler et « l'inciter à monter en gamme », admet Aurélien Flament. Les nombreux témoignages recueillis par l'Opinion ne montrent pas forcément d'avantages. « Aucune des hausses pratiquées n'a été justifiée par un gain en visibilité ou un trafic supplémentaire », assure Pierre, directeur d'une agence à Bourges. Au fil du temps, il dit avoir été contraint de réduire la quantité d'annonces « pour mieux maîtriser mon budget ». Il n'avait opté en 2024 que pour 30 annonces par mois au lieu de 150 en 2015. Sa facture mensuelle a bondi de 80 % en dix ans, passant de 599 euros (hors taxe) à 1 083 euros. Cette année, il a décidé de se passer du Boncoin, tout en étant conscient de « prendre un risque ».

Le président de la Fnaim, la fédération professionnelle, va bientôt rencontrer le directeur général du Boncoin, Antoine Jouteau. Pour Loïc Cantin, ces hausses « n'ont aucune justification légale, ni en termes de services rendus ». Il réclame la seule application de l'inflation et n'exclut pas de faire un recours pour abus de position dominante.

©AntoineBuéno

Think again La gentille Europe face aux deux méchants

La chronique
de Eric
Le Boucher



JEAN-FRANÇOIS PAGA

L'agressivité de Donald Trump oblige l'Europe à repenser sa politique avec la Chine. Défense, Groenland, commerce... Le président américain lui cogne dessus. Le Vieux Continent ne lui inspire qu'un profond dédain, celui qu'il décerne aux faibles, couplé avec des sujets d'énervement comme les exportations d'automobiles. Ce qui est neuf et radical est l'opposition entre les deux visions du monde de la part des deux anciens alliés occidentaux. L'Europe, par construction et par conviction, veut promouvoir un « ordre » international coopératif dont le premier chapitre porte sur le respect des frontières ; Donald Trump veut pulvériser toute espèce d'« ordre », parce qu'à ses yeux, d'autres, comme la Chine et l'Europe, « trichent » et que, dès lors, le faux ordre devient contraire aux intérêts américains. Le divorce avec les Etats-Unis est total.

Les tempêtes se sont levées sur l'Atlantique sans qu'il soit possible d'entrevoir une météorologie d'apaisement tant le président Trump est incertain. Quand bien même l'Union européenne parviendrait-elle, par miracle, à trouver un compromis sur le commerce qui éviterait une hausse à 10% ou 20% des droits de douane sur ses exportations, la liste des sujets de conflits reste longue et surtout mouvante. La conclusion est simple : quatre ans de grandes difficultés nous attendent. Le regard que portent les pays membres de l'Union européenne sur la Chine doit évoluer en conséquence. Il serait malheureux que les Vingt-Sept ne changent rien et restent comme tétanisés par les canons de Washington, ne serait-ce que pour justement montrer à Trump qu'elle ne se laissera pas vassaliser. Mais quoi et comment ? Quelle nouvelle diplomatie économique, technologique, écologique et même militaire est-elle possible avec Pékin ?

La dépendance de l'Europe vis-à-vis des deux méchants est hélas au point de départ de toute nouvelle analyse. L'UE dépend de la Chine en matière de métaux, d'aimants etc, indispensables à l'industrie verte et elle dépend des Etats-Unis en matière de défense, de technologie et

« La logique du durcissement progressif devrait s'accélérer aujourd'hui à la demande de Trump qui comprendra mal que l'Union ose chercher son "autonomie" sur le moindre terrain »

d'imperium monétaire et juridique, au sens où l'extraterritorialité du dollar et du droit donne une formidable puissance punitive aux Etats-Unis contre qui se risque à leur désobéir. Dans ce contexte que faire quand même ?

Virage. Un virage de la politique européenne avec la Chine a commencé en 2016, lorsque Xi Jinping, arrivé trois ans plus tôt au pouvoir, a engagé son pays dans une transformation idéologique et économique. Le Parti communiste a rompu avec la ligne Deng Xiao Ping ou

« gorbatchévienne » qui le rapprochait de l'Occident pour se remettre sur une « voie chinoise » maoïste de nationalisme et de conquête. Xi a mis la main sur toutes les entreprises privées d'envergure, il a lancé des très vastes plans de « dépassement » technologique des Etats-Unis, inventé une diplomatie de « loups guerriers » et, parallèlement, mis toute sa population sous surveillance électronique.

L'Europe a alors commencé à « durcir » sa relation avec Pékin jusqu'ici essentiellement destinée à vendre des produits sur le si attrayant marché chinois en développement. Ce durcissement a été très hésitant. La Commission a parlé de « rivalité systémique » mais Berlin a freiné en permanence toutes les initiatives pour essayer d'imposer une « réciprocité » aux échanges. En 2022, le chancelier Olaf Scholz est allé seul à la Cité Interdite pour tenter d'amadouer l'empereur communiste, refusant la demande d'Emmanuel Macron d'agir ensemble. Néanmoins, quelques mesures de cette nouvelle politique moins accommodante ont été prises comme sur l'accès aux marchés publics ou la taxation des automobiles électriques. Washington a aussi contraint Bruxelles à le suivre dans un embargo des technologies de pointe. La logique du durcissement progressif devrait s'accélérer aujourd'hui à la demande de Trump qui comprendra mal que l'Union ose chercher son « autonomie » sur le moindre terrain.

La question est double : comment réviser cette logique de durcissement, rouvrir des terrains de discussion avec la Chine mais sans jamais froisser le président américain ? Il ne

« Une entente euro-chinoise est possible en Afrique ou en Amérique latine pour financer et construire des programmes de décarbonisation »

s'agit pas de revenir en arrière vers une naïveté intéressée « à la germanique », encore moins de fermer les yeux sur nos valeurs de liberté, mais de trouver des fruits dans une coopération nouvelle avec la Chine.

« **Ordre international** ». Les terrains potentiels ne sont pas si grands mais il en est un d'importance considérable : le climat. Xi, contrairement à Trump, a parfaitement compris les dégâts du réchauffement et il accélère. La Chine a désormais une avance technologique mondiale sur toutes les industries climatiques, du solaire aux batteries, du nucléaire à la captation de CO₂. Elle devrait atteindre son pic de CO₂ dès 2025 au lieu de 2030 comme le prévoyait son Plan, selon l'économiste britannique Nicolas Stern. Cet espace, laissé vide par les Etats-Unis trumpiens, autorise une coopération technologique mais aussi diplomatique très fructueuse, notait Nicolas Stern à Davos : une entente euro-chinoise est possible en Afrique ou en Amérique latine pour financer et construire des programmes de décarbonisation. Concernant le partage technologique, un donnant-donnant est déjà engagé dans l'automobile où des groupes chinois acceptent d'accueillir des équipes françaises qui viennent apprendre « comment on fait des voitures électriques », en échange de coopérations commerciales. Il y a dix ans encore le professeur était l'Européen...

D'autres espaces sont sûrement possibles, par exemple dans l'industrie biogénétique où, après son échec face à la Covid, Xi a organisé un rattrapage fulgurant de son pays qui pullule désormais de start-up. Il est encore temps d'essayer de se parler. Mais l'agriculture peut aussi être un sujet de coopération, ou l'espace. Est-il possible d'aller plus loin et d'espérer trouver une manière de ramener la Chine dans des discussions sur un nouvel « ordre international » qui refonde l'ONU et ses agences comme l'OMC (commerce), l'OMS (santé) ou le FMI (finance) ? Sur tous ces sujets l'Amérique sera absente pendant quatre ans. Il y a un vide à remplir. A l'Europe d'être très unie et un peu audacieuse.

@EricLeBoucher X

La Direction générale de l'armement fait appel au secteur civil de l'automobile L'industrie française sollicitée pour faire des drones kamikazes

Economie de guerre

Le directeur de la Délégation générale pour l'armement, Emmanuel Chiva, a estimé que la DGA doit simplifier ses procédures d'achat et massifier ses commandes.

Jean-Dominique Merchet

LE MINISTÈRE DES ARMÉES souhaite se tourner vers l'industrie civile pour fabriquer des armes, dès lors qu'il s'agit d'en « produire vite et en masse ». Ainsi, l'industrie automobile a été sollicitée pour la production de « drones kamikazes » comparables à ceux utilisés en Ukraine. Il s'agit de MTO (Munitions télé-opérées) à longue portée - plus de 100 kilomètres. Le nom de l'entreprise française concernée (constructeur ou équipementier ?) n'a pas été rendu public, celle-ci souhaitant maîtriser sa communication sur le sujet, d'autant qu'aucune commande ferme n'a été passée. Selon la Direction générale de l'armement (DGA), qui pilote ce dossier au ministère, il s'agirait de pouvoir livrer « plusieurs milliers de drones MTO en quelques mois »

Haute couture. La guerre d'Ukraine a été un révélateur pour les industriels français de la défense : ils ne savent pas produire vite et en masse. « Ce n'était pas ce que nos industriels étaient habitués à faire, parce que cela n'avait jamais été un critère pour nous » depuis des décennies, reconnaît Emmanuel Chiva, délégué général pour l'armement. « Il nous faut donc chercher ailleurs des savoir-faire industriels », ajoute-t-il. D'autres secteurs que l'automobile pourraient être sollicités, comme la chimie, l'énergie ou même l'agro-alimentaire. Ce faisant, la DGA innove... en renouant avec une vieille pratique. Durant la

Première Guerre mondiale, Michelin produisait ainsi des avions et Renault des chars. En temps de paix et dans un pays riche, l'industrie d'armement ressemble à celle de la haute couture. On produit peu, cher, lentement, mais avec une qualité exceptionnelle. En France, le Rafale, les sous-marins ou la dissuasion nucléaire témoignent de cette priorité accordée à la performance, au détriment du coût, des délais et de la masse. Mais dès lors que surgit un conflit, c'est insuffisant. Quelques mois après le déclenchement de la guerre d'Ukraine, le président Macron appelait, en juin 2022, à « entrer dans une économie de guerre ». Nous n'y sommes toujours pas, d'où l'appel aux ressources du secteur civil. Il y a eu, bien sûr, quelques progrès remarquables. Ainsi, chez Nexter, la production d'obus de 155 mm a été multipliée par soixante depuis 2022 ! Et Dassault-Aviation atteindra bientôt un rythme de production de trois Rafale par mois, contre un il y a une dizaine d'années. Chez le fabricant de missiles MBDA, le délai de production de l'Aster (défense aérienne) passera de 42 à 18 mois d'ici à 2026. Mais un an et demi pour livrer un missile reste un délai très long si la France était engagée dans un conflit de haute intensité...

Emmanuel Chiva en est conscient : « Nous avons des idées innovantes pour faire des missiles sol-air », assure-t-il. Ses services réfléchissent à des « designs low cost » : « Cela suscite la créativité chez les industriels », en particulier les 4500 PME du secteur de la défense. « Nous devons passer à une logique de flux et pas seulement à une logique de stocks », explique-t-il. Indispensables, les stocks présentent toutefois un inconvénient : commandés à la même date, les matériels non utilisés arrivent à péremption en même temps.

@jdmerchet X

La remontée est, pour l'instant, modérée, comme l'indiquent les prévisions d'EDF Production d'électricité : le nucléaire revient dans la course

Remontada

Sur fond de restauration du nucléaire civil après deux années d'exploitation difficiles, l'avenir de l'atome français reste suspendu à plusieurs décisions politiques.

Muriel Motte

LA RÉGULATION DU PRIX de l'électricité nucléaire reste un sujet inflammable, en témoignent les empoignades au sein de la Commission mixte paritaire (CMP), jeudi. Pendant ce temps, la production tricolore continue de se redresser. A 361,7 TWh l'an dernier, elle a finalement dépassé les prévisions d'EDF, et l'énergéticien vient de revoir à la hausse ses objectifs pour les exercices à venir. « Initialement comprise entre 335 et 365 TWh par an en 2025 et en 2026, la fourchette (...) est désormais estimée entre 350 et 370 TWh pour chacune de ces deux années », précise le groupe. EDF livre aussi une estimation pour 2027 : la prudence est de mise puisque la fourchette est inchangée (350 à 370 TWh). Ces chiffres intègrent l'EPR de Flamanville 3 qui vient d'effectuer ses débuts sur le réseau.

A ce niveau, on reste loin des records : 430 TWh produits par le parc français en 2005. Le début du siècle a été marqué par plusieurs exercices au-dessus de 400 TWh, le dernier remontant à 2015 (416,8 TWh). Si la France a renoué en 2024 avec le niveau de sa production d'électricité de 2019 (536 TWh), ce n'est donc pas grâce à l'atome mais au déploiement des énergies renouvelables. Le record de pluviosité sur le pays a nourri une production hydraulique exceptionnelle. A 74,7 TWh, elle

n'a jamais été aussi élevée depuis 2013. Par ailleurs, éolien et solaire ont contribué à hauteur de 70 TWh en 2024, contre 46 TWh en 2019.

Renouvellement. Au total, les renouvelables n'ont jamais généré autant d'électricité (148 TWh), soit près de 28% (27,6%) du total. Ce qui a contribué à un autre record : le niveau des exportations nettes a atteint 89 TWh l'an dernier, pulvérisant le précédent sommet de 2002 (77 TWh). Une situation qu'il faut attribuer tant au dynamisme de l'offre qu'à une consommation française « faible, dans la tendance baissière de ces 10 dernières années sous l'effet d'une meilleure efficacité énergétique, renforcée par la hausse des prix et les actions de sobriété mise en œuvre en 2022 et maintenues depuis », rappelle le gestionnaire du réseau RTE. Sans oublier la mollesse de la demande de voitures électriques, une activité économique déprimée, l'absence de data centers géants et énergivores... Annoncée sur tous les tons de la transition énergétique, l'électrification des usages n'a pas encore bouleversé le paysage. EDF a commencé à fournir au régulateur des éléments techniques en vue d'une possible prolongation de ses réacteurs de première génération au-delà de 60 ans. Un avis de l'autorité n'est pas attendu avant fin 2026. Le gouvernement finalise, lui, le schéma de financement du nouveau nucléaire, cette première série de six réacteurs qui doivent assurer le renouvellement du parc. Instabilité oblige, ce dossier a pris du retard. Enfin, la régulation « post Arenh » qui doit s'appliquer à partir de 2026 et garantir un prix de l'électricité nucléaire autour des 70 euros le MWh, n'a pas fini de faire des vagues.

@murielmotte X

Retrouvez toutes nos chroniques sur [lopinion.fr](https://www.lopinion.fr)

l'Opinion BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET SASU - 8, rue Bellini, 75116 Paris - www.lopinion.fr - Actionnaire : Bey Médias SAS. **Président, directeur de la publication** : Nicolas Beytout. **Vice-président, rédacteur en chef** : Rémi Godeau. **Rédacteurs en chef adjoints** : Olivier Baccuzat, Emmanuel Ginisty, Fabrice Gliszczynski et Cécile Desjardins. **BEY MEDIAS PUBLICITÉS** - Tél : 01 40 69 46 96. **Directrice générale adjointe, commerce** : Cécile Colomb. **Publicité commerciale** : Ronan Daligault, Jean-Sylvain Laborde, Pierre-Louis Orsini. **Publicité financière** : Nicolas Watinne. **SERVICE ABONNEMENTS L'OPINION** : 45 avenue du Général Leclerc, 60643 Chantilly Cedex - Tél : 01 55 56 70 73 du lundi au vendredi de 9h à 18h - Email : abonnements@lopinion.fr. Formule d'abonnement pour 1 an - France métropolitaine : 319 €. **IMPRESSION** : Paris Offset Print (La Courneuve). Dépôt légal mai 2013 - ISSN : 2266-9922 / CPPAP : 1128 C 91894. Papier produit à partir de fibres issues de forêts certifiées durablement. Origine du papier : Norvège. Taux de fibres recyclées : 0%. Eutrophisation : Ptot 0,022 kg / tonne de papier

7H-9H
EUROPE 1 MATIN
Dimitri Pavlenko

Et retrouvez Emmanuelle Ducros de l'Opinion à 8h49 pour sa chronique *Voyage en absurdité*



**EXPLORER DE NOUVELLES OPPORTUNITÉS
POUR QUE VOS INVESTISSEMENTS
VOUS RESSEMBLENT**

CRÉATRICE D'OPPORTUNITÉS, LA BANQUE TRANSATLANTIQUE
PROPOSE UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE ET UNE RELATION
REPOSANT SUR L'ÉCOUTE ET LA CONFIANCE.

**BANQUE
TRANSATLANTIQUE**
GESTION DE FORTUNE DEPUIS 1881

Les derniers jours du régime al-Assad, vus par la police secrète syrienne

Dans les jours qui ont suivi la déroute de l'armée dans le nord de la Syrie, un rapport de cinq pages a été transmis aux responsables du renseignement militaire à Damas, avec un diagnostic alarmant.

Les troupes d'élite envoyées en renfort à Alep avaient été contraintes de suivre le retrait « spontané et passablement désorganisé » de l'armée régulière. Les soldats avaient fui « dans la panique la plus totale », laissant derrière eux armes et véhicules, détaille le document rédigé le 2 décembre depuis la ville par un gradé.

A ce moment-là, les combattants des forces Hayat Tahrir al-Cham (HTC) avaient déjà une deuxième ville en ligne de mire. Dans les jours suivants, au fur et à mesure de leur avancée, les rapports sont arrivés à la chaîne dans le bâtiment de huit étages qui abritait la « Branche 215 », une composante particulièrement redoutée de l'immense système de sécurité du dictateur Bachar al-Assad, dans le centre de la capitale syrienne. Ils décrivaient la vitesse de progression des rebelles et la direction qu'ils prenaient, mais aussi les plans et les ordres, de plus en plus fébriles, qui devaient réussir à les freiner.

Découvertes par des journalistes du *Wall Street Journal* dans les murs de la Branche 215 en décembre dernier, les milliers de pages de documents top secret racontent comment un régime qui avait tenu la Syrie d'une main de fer pendant des décennies a fini par s'écrouler comme un château de cartes.

Alors que HTC progressait dans le pays, dans ses communications officielles, le gouvernement minimisait l'avancée des rebelles et cherchait à faire pas-



Des documents découverts par le *Wall Street Journal* montrent que le tentaculaire réseau de renseignement syrien n'a réussi ni à comprendre ni à arrêter l'avancée fulgurante des rebelles.

ser un message de sérénité. En interne, en revanche, l'anxiété gagnait les échanges entre les forces qui tentaient de protéger le régime.

Les hommes de la Branche 215 ont eux aussi fini

par abandonner leur poste, laissant piles d'uniformes, armes et munitions, mais aussi bouteilles de whisky vides, mégots de cigarettes et rapports confidentiels, certains rangés dans des dossiers, d'autres simple-

ment empilés sur des bureaux. Quand le *WSJ* s'est rendu dans ces bureaux, de nombreux portraits du président Assad avaient été vandalisés.

« Ils ont travaillé jusqu'à la dernière seconde, raconte Na-

nar Hawach, analyste senior en charge de la Syrie pour l'International Crisis Group. Parce qu'ils étaient le pilier du régime. »

L'incroyable succès de l'offensive de HTC et le stupéfiant effondrement de l'armée du

régime constituent, pour le renseignement en Syrie et ailleurs, un exemple de ratage majeur. Jusqu'au dernier moment, tout le monde ou presque a pensé

Lire ASSAD en page II

Groenland : pourquoi la défense occidentale de l'Arctique laisse à désirer

NUUK, Groenland – L'imposant navire de guerre que le Danemark ancre dans ce port de pêche gelé est censé rappeler le rôle du petit pays scandinave dans la protection des mers arctiques, à l'extrémité du continent nord-américain.

L'année dernière, la marine danoise a cependant dû admettre un problème embarrassant. Jusqu'à récemment, le canon de 76 mm installé sur le pont avant du patrouilleur était simplement décoratif. Pendant une dizaine d'années, ce navire était équipé

de système de ciblage. Il pouvait tirer mais aurait difficilement pu atteindre sa cible.

L'état des sept autres navires du commandement danois basé dans l'Arctique, ou Joint Arctic Command (JACO), n'est également guère convaincant. Les quatre grandes frégates danoises qui patrouillent au large du Groenland affichent plus de trente ans à leur compteur et connaissent de fréquentes pannes. Pour réduire les coûts de maintenance, les Danois ont supprimé leurs systèmes de sonar de détection des sous-marins, les privant ainsi d'armes et de capteurs au point que d'anciens commandants navals danois doutent qu'ils puissent être classés comme navires de guerre selon les normes de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan).

Donald Trump considère que les Etats-Unis doivent acheter le Groenland, un territoire autonome contrôlé par le Danemark, pour des raisons de sécu-

rité nationale. « Il y a des bateaux russes, des bateaux chinois, des navires de guerre de partout, et on ne peut pas laisser cette situation en l'état », a-t-il déclaré la semaine dernière.

Les propos de M. Trump amènent à se demander si le royaume scandinave, qui compte six millions d'habitants et se trouve à un peu plus de 3000 kilomètres du Groenland, peut protéger correctement la plus grande île du monde et, par extension, l'Amérique du Nord.

Lundi, le ministère danois de la Défense a annoncé une enveloppe de 1,9 milliard de dollars pour renforcer la protection du Groenland en vue de calmer le président américain. Cette somme servira principalement à remplacer quatre anciennes frégates par trois navires plus récents. Le Groenland constitue un important point d'observa-

Lire ARCTIQUE en page II

Droits de douane : Donald Trump lance sa guerre commerciale

La Maison Blanche a annoncé samedi une vague de tarifs douaniers contre le Mexique, le Canada et la Chine. Ces premières sanctions du second mandat de Donald Trump ouvrent la voie à une guerre commerciale sur le continent américain.

Les Etats-Unis appliqueront des droits de douane de 25% sur les importations provenant du Canada et du Mexique, de 10% sur les produits énergétiques canadiens et 10% supplémentaires contre la Chine. Ils entrèrent en vigueur dès mardi.

Ils seront imposés en vertu d'une loi d'état d'urgence économique, jamais utilisée auparavant pour des droits de douane « en raison de la menace majeure que représentent les étrangers illégaux et les drogues mortelles qui tuent nos citoyens, notamment le fentanyl », a indiqué Donald Trump sur son réseau Truth Social.

Il n'y aura aucune exception à l'application des tarifs, a assuré un responsable de l'administration américaine aux journalistes samedi. Ils resteront en place jusqu'à ce que la Maison Blanche soit convaincue que ses partenaires commerciaux ont arrêté l'afflux de fentanyl illégal sur le territoire américain. Ils contiennent également une clause de riposte qui prévoit d'augmenter les sanctions si les pays imposent à leur tour des droits de douane contre les Etats-Unis, selon le représentant gouvernemental.

Les Etats-Unis vont aussi suspendre l'exemption « de minimis » pour le Canada, qui permet aux importations d'une valeur inférieure à 800 dollars d'entrer dans le pays librement, Washington craignant qu'ils ne

Lire DOUANE en page II



Le ministre danois de la Défense, Troels Lund Poulsen, a annoncé une enveloppe de 1,9 milliard de dollars pour renforcer la protection du Groenland.

ARCTIQUE

Suite de la page 1

tion stratégique pour la défense des Etats-Unis. Si la Russie devait tirer un missile balistique vers l'Amérique du Nord, il passerait probablement par l'Arctique et le Groenland, l'itinéraire le plus direct entre les deux pays. Dans les mers situées à l'est de l'île, les sous-marins occidentaux et russes se livrent à un jeu du chat et de la souris dont l'enjeu est de taille.

« L'atout essentiel du Groenland en termes d'importance stratégique repose sur sa situation géographique. Ce pays protège littéralement les abords du nord de l'océan Atlantique », explique James Stavridis, amiral de la marine américaine à la retraite et ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan. Selon lui, le Groenland représente le « pivot absolu de l'Otan en matière de défense dans la lutte anti-sous-marine et de détection aéroportée ».

Les Etats-Unis disposent d'une base dans le nord-ouest du Groenland pour détecter les missiles en approche. Les autorités danoises signalent toutefois qu'il existe un angle mort à l'est du Groenland.

Si des bombardiers russes portaient sans être détectés d'une base dans l'Arctique, « ils pourraient longer la côte est du Groenland sans être repérés », indique Jens Wenzel, analyste au sein du groupe de recherche et de conseil Nordic Defence Analysis.

Le même scénario pourrait se produire si des sous-marins russes se dirigeaient vers l'océan Atlantique. Depuis la guerre froide, la surveillance sous-marine de l'Otan dans les eaux proches du Groenland et de l'Islande a diminué, tandis que les sous-marins sont de plus en plus furtifs. « Les inquiétudes sont légitimes », souligne M. Wenzel.

Le Joint Arctic Command, section de l'armée danoise chargée du Groenland, n'a pas souhaité s'exprimer sur les ressources qu'il consacre à la défense de l'île. Selon les analystes, le commandement, outre les sept navires, compte moins de 150 militaires, une unité d'une dizaine de soldats d'élite équipés de chiens de traîneau, des hélicoptères et un avion de surveillance Challenger. Cette force armée doit défendre un pays peu peuplé, légèrement plus grand que le Mexique et dont le littoral accidenté s'étend sur près de 30 000 kilomètres. L'Otan, dont le Danemark est l'un des membres fondateurs, affirme que ses programmes de défense et ses critères d'évaluation des capacités militaires de chacun de ses membres restent confidentiels.

« Nous avons négligé pendant de nombreuses années les investissements nécessaires aux navires et aux avions qui nous permettent de surveiller notre royaume. Nous essayons d'y remédier aujourd'hui », a déclaré ce mois-ci le ministre danois de la Défense, Troels Lund Poulsen.

En décembre, quelques heures après l'annonce par Donald Trump de sa volonté de s'emparer du Groenland, le ministre danois s'est engagé à acheter deux nouveaux drones à longue portée et deux équipes de chiens de traîneau supplémentaires, ainsi qu'à moderniser l'un des trois principaux aéroports civils du Groenland afin qu'il puisse accueillir des avions de chasse américains F-35. Les quatre frégates vieillissantes qui patrouillent au Groenland seront remplacées par trois modèles plus récents. Des systèmes de ciblage ont été installés sur les navires de la classe Knud Rasmussen, après que la chaîne de télévision Danish Broadcasting Corporation a pointé du doigt, l'an dernier, l'absence de cette tech-



SIPA PRESS

Dans les mers situées près du Groenland, les sous-marins occidentaux et russes se livrent à un jeu du chat et de la souris.

nologie, mettant alors la marine danoise dans l'embarras.

Selon M. Poulsen, le moment choisi pour annoncer ces dépenses relève de « l'ironie du sort ». Lundi, le gouvernement danois a confirmé que le financement de la modernisation de sa flotte était assuré et qu'il y consacrerait probablement des fonds supplémentaires dans le courant de l'année.

M. Trump semble ne pas donner de crédit à ces efforts, si l'on en croit ses déclarations faites à la presse à bord de l'avion présidentiel Air Force One, le week-end dernier. « Ils ont installé deux traîneaux à chiens il y a deux semaines », a-t-il lancé, avant d'ajouter : « ils voient cela comme une protection ».

Après la fin de la guerre froide, le Danemark a sabré dans le budget de ses forces armées, et a mis du temps à le renflouer. En 2014, lorsque la Russie s'est emparée de la Crimée, les dépenses militaires du Danemark représentaient 1,4%

de son produit intérieur brut (PIB). Après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022, le gouvernement les a augmentées à 2,4% du PIB l'an dernier. L'armée danoise est désormais à bout de souffle, alors qu'elle tente de se reconstruire en Europe et dans l'Arctique.

Le Joint Arctic Command danois se concentre sur la recherche et le sauvetage maritimes ainsi que sur l'acheminement de matériel médical aux communautés groenlandaises isolées, plutôt que sur une lutte de pouvoir, souligne Henrik Ryberg, chef de la marine danoise voilà encore quelques mois. « Des améliorations ont été apportées, mais il est évident qu'il faudra maintenant beaucoup de temps pour se procurer des équipements », ajoute-t-il.

« Si l'on comprend ce que dit le Danemark, le jugement qu'il porte sur lui-même, il reconnaît ne pas avoir suffisamment investi dans les besoins du Groenland et de devoir aller plus loin », déclare l'ancien général de l'armée de

l'air américaine Philip Breedlove, ancien commandant suprême des forces alliées de l'Otan.

En 1951, le Danemark et les Etats-Unis ont signé un traité donnant à ces derniers le droit de maintenir une présence militaire au Groenland pour le défendre. Cet accord donne aux Etats-Unis le droit d'étendre leur présence sur l'île s'ils le souhaitent, selon les analystes. Les responsables politiques danois et groenlandais estiment qu'il faut privilégier cette solution si la Maison Blanche s'inquiète de la sécurité de l'Arctique. « Obtenir des Danois qu'ils équipent leurs navires présents sur la côte est du Groenland de systèmes de défense contre les missiles balistiques pourrait constituer une mesure efficace et relativement peu coûteuse, susceptible en outre de contribuer à la défense du continent américain », explique le contre-amiral Nils Wang, chef à la retraite de la marine danoise. D'autres solutions consisteraient à demander aux alliés de l'Otan de participer à l'organisation de patrouilles régulières de surveillance aérienne au-dessus de l'est du Groenland afin de dresser un tableau plus précis des éventuelles menaces.

M. Trump n'est pas le premier président américain à s'intéresser au Groenland. Pendant la Seconde Guerre mondiale, lorsque le Danemark fut envahi par Hitler, le Groenland devint un protectorat américain. En 1946, le président Truman a proposé au Danemark d'acheter l'île pour 100 millions de dollars. Les Danois ont décliné cette offre, mais ont signé le pacte de sécurité qui donne aux Etats-Unis le droit de construire des bases militaires sur l'île.

Dans les années 1950, les Etats-Unis ont tout misé sur le Groenland. Plus de 12 000 personnes ont été envoyées dans le nord-ouest de l'île pour

construire la base spatiale de Pituffik, qui était à l'époque la deuxième plus grande base militaire américaine. Aujourd'hui, elle comprend une partie essentielle du réseau de détection de missiles balistiques de la force spatiale américaine.

A la fin de la guerre froide, l'importance militaire du Groenland a faibli. Le parlement de l'île, qui contrôle la plupart des affaires intérieures, a hésité à laisser se développer une forte présence militaire sur le territoire, craignant qu'il ne devienne une zone de conflit. L'Otan n'exige pas du Danemark qu'il assure la surveillance de l'Arctique, précise l'ancien chef de la marine danoise, M. Ryberg. Il semble par ailleurs que le risque d'invasion de l'île soit minime en raison de son relief constitué de glaciers et de fjords, de ses températures négatives et de l'absence de réseau routier.

Néanmoins, en 2024, la stratégie pour l'Arctique du département américain de la Défense a exprimé plusieurs motifs d'inquiétude, notamment la remise en état par la Russie d'installations militaires dans la région datant de l'ère soviétique et les exercices militaires menés aux côtés de l'armée chinoise. La fonte des glaces de l'Arctique attire l'attention de la Chine, qui s'intéresse aux ressources naturelles du Groenland et à de nouvelles voies navigables pour accélérer les échanges commerciaux entre l'est et l'ouest.

« Nous devons admettre qu'il existe de réels enjeux concernant la sécurité et la défense dans l'Arctique et l'Atlantique Nord », a constaté M. Poulsen lundi.

Max Colchester et Daniel Michaels

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Aurélie Henri)

Edited from the original

DOUANE

Suite de la page 1

soient pas correctement inspectés dans ce cadre.

Après des semaines de négociations agitées, le gouvernement canadien a été prévenu samedi de l'imminente mise en place de droits de douane. Le Premier ministre Justin Trudeau a ensuite annoncé que le Canada allait riposter en imposant un tarif de 25% sur plus de 100 milliards de dollars de produits américains, comme les légumes, l'électroménager, les meubles et les vêtements.

« Nous ferons tout ce qui est nécessaire pour défendre le Canada et les Canadiens », a-t-il déclaré, précisant que des droits de douane sur environ 20 milliards de dollars de marchandises entreront en vigueur mardi. Des tarifs sur 85 milliards de marchandises supplémentaires seront appliqués dans 21 jours, afin de donner aux entreprises canadiennes le temps de trouver des solutions de remplacement.

Le gouvernement mexicain n'a, lui, pas été officiellement informé des mesures américaines, même après la publication par la Maison Blanche d'une note d'information détaillant les droits de douane, selon un responsable de Mexico. Sur les réseaux sociaux, la présidente Claudia Sheinbaum a accusé la Maison Blanche, de se livrer à des « calomnies » en alléguant que le gouvernement mexicain travaillait avec des groupes criminels. Elle a déclaré que son pays riposterait avec des droits de douane, et d'autres mesures.

La Chine, elle, s'est fermement opposée aux nouveaux tarifs américains et prendra des contre-mesures, a assuré un porte-parole

du ministère du Commerce dans un communiqué.

Les Etats-Unis ont importé environ 418,6 milliards de dollars de biens canadiens en 2023, selon les données du Bureau de recensement américain. Parmi eux, le pétrole brut, le gaz naturel, l'électricité et d'autres produits énergétiques représentaient au moins 106 milliards de dollars. L'administration américaine n'a pas immédiatement précisé les numéros tarifaires des produits visés par droits de 10%. En 2023, le pays a également importé 475,2 milliards de biens en provenance du Mexique.

Depuis des semaines, Donald Trump a menacé d'imposer des tarifs douaniers au Canada, au Mexique et la Chine en raison du trafic illégal de fentanyl, alors que ses équipes négociaient avec leurs homologues nord-américains pour tenter d'éviter ces sanctions. Un représentant de Washington a confié samedi que les discussions avec le Canada et le Mexique allaient se poursuivre, mais a semblé placer la barre très haut pour aboutir à une potentielle réduction tarifaire.

La « meilleure évaluation » de progrès, selon lui, sera que les Américains « arrêtent de mourir » à cause du fentanyl et que l'immigration et les activités criminelles « se réduisent considérablement » aux frontières américaines. Les dernières données indiquent pourtant que les décès par overdose ont rapidement chuté aux Etats-Unis après avoir atteint des records durant la pandémie. Selon les Centers for Disease Control and Prevention, 89 740 Américains sont morts par overdose d'août 2023 à août 2024, soit près de 22% de moins que sur les douze mois précédents.

Justin Trudeau était informé samedi que l'administration Trump s'appropriait à imposer des tarifs douaniers, selon le premier ministre de l'Ontario, Doug Ford. Howard Lutnick, nommé à la tête du département du Commerce, avait en effet contacté le gouvernement canadien, évoquant les inquiétudes de Donald Trump concernant l'entrée du fentanyl sur le territoire américain.

Lors d'une conférence de presse dans le Bureau ovale vendredi, le président américain a suggéré que les droits de douane contre le Mexique, le Canada et la Chine n'étaient qu'un début. Il a promis que d'autres seraient imposés, mi-février, sur les micro-processeurs, les produits pharmaceutiques, l'acier, l'aluminium, le cuivre et les importations de pétrole et de gaz. « Ils arriveront très bientôt », a-t-il déclaré aux journalistes, ajoutant qu'il voulait également viser l'Union européenne qui « nous a traités de manière horrible ». Il n'a néanmoins pas précisé quand, ni à combien s'élèveraient ces tarifs. Un représentant de l'UE n'a pas répondu à une demande de réaction.

Ces droits de douane sectoriels et contre l'UE semblent distincts de ceux imposés au Mexique, au Canada et à la Chine. Donald Trump a indiqué qu'ils s'ajouteraient aux droits existants sur ces produits, écartant toute inquiétude quant à leurs effets sur l'inflation ou les chaînes d'approvisionnement mondiales. « Je pense qu'il pourrait y avoir une perturbation temporaire, sur le court terme, et les gens le comprendront, a-t-il nuancé. Les tarifs vont nous rendre très riches et très puissants. »

C'est la première fois que la loi sur les pouvoirs d'urgence

économiques internationaux est invoquée pour imposer des droits de douane, a déclaré Barry Appleton, avocat spécialisé dans le commerce international et codirecteur du Center for International Law de la faculté de droit de New York. En 1971, le président Richard Nixon avait utilisé un ancêtre de cette loi pour imposer des droits de 10% sur toutes les importations.

Ce texte donne à Donald Trump de larges pouvoirs et restreint la capacité du Congrès à revenir sur cette décision, selon l'avocat. Des contestations juridiques sont probables, notamment basé sur la réalité du lien entre les mesures et le trafic de fentanyl. « Dans le passé, les tribunaux s'en sont néanmoins remis à l'autorité présidentielle », a-t-il concédé.

Les équipes de Trump ont mené des négociations pour tenter de réduire les droits de douane imposés à ces pays par rapport à la version promise par le président. Mais des fonctionnaires avaient averti qu'il risquait d'adopter une approche bien plus agressive.

La décision de Donald Trump montre qu'il est prêt à prendre des risques économiques en poussant les autres pays à se plier à ses exigences politiques. Depuis des semaines, il est sous pression de grandes industries américaines, telles que les secteurs pétrolier et automobile, qui tentent d'obtenir des exemptions de droits de douane. Elles l'ont notamment mis en garde sur les risques d'une hausse des prix et de tensions sur la chaîne d'approvisionnement au niveau continental, alors que le Canada et le Mexique ont préparé une série de mesures de rétorsion sur les produits américains.

Les conseillers du président ont étudié des exemptions sur

les importations pétrolières et automobiles respectant l'accord Etats-Unis-Mexique-Canada, la version de l'Accord de libre-échange nord-américain négocié et ratifié par Donald Trump lors de son premier mandat.

Cette nouvelle série de droits de douane pourrait couvrir davantage d'échanges commerciaux en valeur monétaire que les droits de douane qu'il avait imposés à la Chine lors de son premier mandat. Ensemble, le Canada et le Mexique représentaient environ 28% des importations américaines sur les onze premiers mois de 2024, selon les données du Bureau de recensement américain, et la Chine 13,5%.

Selon le Service des douanes et de la protection aux frontières des Etats-Unis, environ 9,8 tonnes de fentanyl ont été saisies à la frontière sud durant la dernière année fiscale, la plupart sur des citoyens américains entrant par des points d'entrée légaux. Environ 19 kilogrammes de drogue ont été saisis à la frontière nord.

Pendant les semaines de négociations, les responsables mexicains et canadiens se sont plaints de ne pas savoir quelles mesures pourraient satisfaire les demandes du président américain.

Le ministre de l'Economie mexicain Marcelo Ebrard a indiqué que des tarifs de 25% sur les marchandises mexicaines coûteraient plusieurs milliards de dollars aux consommateurs américains, affecteraient des millions de foyers, et augmenteraient les prix des fruits, des légumes, de la viande et de la bière.

La semaine dernière, l'United Steelworkers, un puissant syndicat dont de nombreux membres ont voté pour Donald Trump dans le Midwest industriel, a appelé le

président à renoncer à des tarifs douaniers globaux. En coulisses, le syndicat soulignait l'importance du pétrole canadien, alors qu'environ 30 000 métallurgistes travaillent pour des raffineries utilisant le brut canadien. Si ce dernier devenait trop cher, il pourrait être remplacé par des importations provenant d'autres pays, comme le Venezuela.

Samedi, le syndicat a critiqué les droits de douane de Donald Trump, déclarant que, s'il soutient un rééquilibrage des échanges avec le Canada et le Mexique, il préférerait une approche tarifaire « ciblée » sur certains produits, plutôt que des « mesures radicales qui sapent des relations cruciales ».

L'accord de libre-échange entre les Etats-Unis, le Canada et le Mexique est encore en vigueur, et il n'est pas certain que les droits de douane en représentent une violation. Comme d'autres traités commerciaux, il contient une clause qui permet l'imposition de tarifs douaniers pour des raisons de sécurité nationale.

Certains participants chevronnés aux négociations entre les trois pays ont néanmoins déclaré que les mesures de M. Trump leur semblaient être un abus. La clause relative à la sécurité nationale a été conçue pour les scénarios « d'urgence absolue », selon une personne impliquée dans ces discussions. Mais si elle est invoquée « au pied levé », l'ensemble du traité s'en trouve alors compromis.

Raffaele Huang, Jon Kamp et Brian Schwartz ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Lola Ovarlez)

Edited from the original

ASSAD

Suite de la page 1

que M. Assad y survivrait comme il avait survécu à treize ans de guerre civile. Soutenues par la Russie et l'Iran, les forces gouvernementales avaient repris l'essentiel du pays, et seule une poche au nord-ouest restait sous la houlette des rebelles.

Puis tout a changé en novembre. Les leaders de HTC se sont rendu compte que l'Iran, le Hezbollah et les autres soutiens du régime essayaient des revers et que la Russie se focalisait de plus en plus sur la guerre en Ukraine. HTC a donc lancé une attaque et rapidement progressé vers Alep.

Le 28 novembre, les rebelles étaient aux portes de la ville. Une circulaire émanant du siège a été envoyée à toutes les unités des

Un rapport souligne la pourriture qui a gangrené l'armée syrienne. Les erreurs des gradés ont provoqué un « relâchement » des troupes et des problèmes de sécurité

services de renseignement sur place : il fallait se tenir prêt au combat, toutes les permissions étaient suspendues jusqu'à nouvel ordre. Deux jours plus tard, les hommes de HTC pénétraient dans Alep.

Les documents qui racontent l'effondrement de l'armée commencent par indiquer qu'un avion de transport militaire Iliouchine est arrivé de Damas avec, à son bord, 250 membres du renseignement militaire, dont certains issus de la Branche 215, armés de roquettes et d'armes lourdes. Objectif : défendre Alep. Quelques heures après leur déploiement, le 29 novembre, ils essayaient une attaque de drones.

Nicolas Moussa, le brigadier général qui a rédigé le rapport, précise que les efforts répétés de ses camarades pour rallier les unités de l'armée ont échoué, les soldats fuyant en abandonnant armes et blindés. L'absence de soutien aérien et d'artillerie ne fait que renforcer la panique qui règne, ajoute-t-il.

« Les blessés jonchent le sol sans personne pour les soigner ou les évacuer », constate-t-il.

Dans une langue étonnamment franche, le rapport souligne la pourriture qui a gangrené l'armée syrienne. Les erreurs des gradés ont provoqué un « relâchement » des troupes et des problèmes de sécurité, déplore-t-il. Et des informations ultrasensibles sur la position des troupes ont fuité pendant l'attaque. « Officiers et soldats ont été dévoyés par des aspects matériels et récréatifs », déplore le document. Le manque de ressources et les difficultés économiques ont en effet poussé le personnel militaire à avoir recours à des « méthodes illégales » pour réparer ses équipements et assurer sa survie, toujours selon le rapport.

Un diagnostic qui rappelle celui que faisaient les analystes depuis plusieurs années déjà. L'économie syrienne étant dévastée par la guerre et les sanctions internationales, M. Assad avait limogé des soldats et réduit les rations des appelés, tout en se reposant de plus en plus sur des milices locales et des combattants étrangers mobilisés par l'Iran. L'inflation a grignoté la valeur des soldes versées aux militaires et la corruption s'est répandue.

La chute d'Alep est venue confirmer que l'assaut des rebelles constituait un défi de taille pour M. Assad.

Un rapport daté du 30 novembre tire la sonnette d'alarme : « Nous avons reçu des informations évoquant des contacts et une coordination entre des groupes terroristes dans le nord de la Syrie et des cellules dormantes dans la région sud et les environs de Damas ». Il demandait une surveillance plus étroite et des mesures de sécurité.

Ordre a alors été donné à la Branche 215 de déployer des unités armées aux portes de la capitale.

Après avoir pris Alep, les rebelles ont pris la direction de Hama, menaçant une nouvelle ville qui s'était révélée capitale pour la stratégie de conservation du pouvoir de M. Assad au moment où il céda le contrôle d'autres régions de Syrie.

Puis, alors que les combattants de HTC progressaient, un rapport des renseignements a avancé l'idée d'une attaque surprise de l'armée syrienne, par l'arrière. Objectif : frapper Idlib, la base des rebelles, profiter de leur manque de défenses, semer le chaos et accentuer la pression autour de Hama.

Rien ne semble s'être produit.

Des rapports prévenaient aussi que les rebelles risquaient d'essayer de se faire passer pour des forces loyales, portraits du



Des armes abandonnées par les soldats de l'armée syrienne régulière, près d'Alep.

président et drapeau syrien à l'appui. D'autres affirmaient qu'ils piégeaient les ambulances avec des explosifs. Le 4 décembre, un rapport annonçait que les Brigades rouges, les forces d'élite de HTC, risquaient d'entrer dans Hama dans la nuit.

Les rebelles ont pris la ville le lendemain, une victoire marquante puisqu'il ne restait alors qu'une grande ville, Homs, entre eux et la capitale. En parallèle, d'autres groupes insurgés rejoignaient les combats à travers le pays, ceux qui se trouvaient dans le sud se lançant dans une offensive vers Damas.

Alors que la pression ne cessait de s'accroître, les services de renseignement se sont peu à peu focalisés sur la sécurité de la capitale, s'intéressant à tout, y compris à des éléments insignifiants.

Une unité a ainsi prévenu que plusieurs personnes avaient récemment quitté des territoires contrôlés par les rebelles pour s'installer en banlieue de Damas, indiquant qu'elle craignait qu'il s'agisse de cellules dormantes. Selon un autre rapport, HTC avait demandé à ses agents vivant dans la campagne entourant la capitale de se tenir prêts à agir.

Dans le centre-ville, des « activités inhabituelles » ont été signalées : des hommes barbus portant des vestes en cuir

circulaient dans la rue Shaalan. Des agents surveillant une place ont dit soupçonner des circueurs de chaussures, mais aussi une femme qu'ils ne connaissaient pas, très maquillée sous son voile et parlant avec un accent de l'est de la Syrie, qui vendait des légumes.

« Demander images de vidéosurveillance des propriétaires de magasins pour étudier tout mouvement suspect », recommandait une note.

Au sein du régime, certains ont essayé de mobiliser des forces pour défendre Damas. Le 5 décembre, à minuit, un ordre émis au nom du président intimait à une unité blindée de quitter Deir ez-Zor, dans l'est, pour revenir dans la capitale.

Abdurrahman al-Shweinikh, qui avait intégré l'unité deux mois plus tôt dans le cadre de son service militaire obligatoire, a raconté lors d'un entretien avec le WSJ qu'il avait rapidement compris que personne ne pourrait arrêter les rebelles. « Donc j'ai décidé de fuir », explique-t-il.

Les rebelles se rapprochant, les informateurs ont transmis des montagnes de renseignements sur leurs agissements supposés. Un élevage de poulets dans lequel se trouvaient vingt « terroristes » et deux tanks, une cave dans la campagne près d'Idlib transformée en quartier général de HTC...

Rien ne permet de savoir si ces informations étaient fiables ni si elles ont été suivies d'effet.

La mainmise du régime s'effritant, la peur d'une intervention étrangère a commencé à monter. Connue des Syriens pour les tortures infligées aux prisonniers, la Branche palestinienne des renseignements a prévenu que des terroristes se trouvaient près de la frontière avec Israël préparaient une attaque « avec le soutien de l'ennemi sioniste ».

D'après un rapport envoyé le 5 décembre, une source appartenant aux rebelles soutenus par les Etats-Unis près de la frontière jordanienne a informé les renseignements syriens que Washington leur avait demandé d'avancer vers la région de Deraa et la ville historique de Palmyre.

Selon une source dont le nom de code est BD2-01, des forces turques escortaient des camions chargés d'équipement

et d'armes lourdes vers la base rebelle d'Idlib.

Alors que les combattants de HTC poursuivaient leur progression depuis le nord, des groupes d'opposition cheminaient depuis le sud. Un rapport envoyé au centre opérationnel prévenait que de petits groupes circulant à moto avaient pris le contrôle de plusieurs checkpoints militaires, saisissant un véhicule de combat et deux véhicules équipés d'armes lourdes.

« La situation est perturbée dans la province de Deraa », estimait un rapport daté du 6 décembre.

Un agent du renseignement posté à Deraa a confié au WSJ que les dysfonctionnements se mul-

Les checkpoints et les postes avancés n'étaient guère plus que des manifestations symboliques de la présence du régime – et une source de revenus pour les soldats qui y étaient stationnés

tipliaient au fur et à mesure de l'arrivée des rapports relatant les victoires des rebelles. Et, avant même l'offensive, le régime avait du mal à contrôler cette zone, selon lui. Les checkpoints et les postes avancés n'étaient guère plus que des manifestations symboliques de la présence du régime – et une source de revenus pour les soldats qui y étaient postés et pouvaient exiger des bakchichs pour compléter leurs modestes soldes.

Une grande partie de ses collègues venaient des régions fidèles à la famille Assad et ont donc commencé de partir quelques jours avant la chute de Damas. « Ils ne pensaient qu'à chez eux, pas à ici », soupire celui qui est resté sur place même après que M. Assad a fui à Moscou.

Sur le terrain, la déconfiture se poursuivait pour l'armée

« Tout le monde voulait fuir, même les officiers », se souvient Ahmad al-Rawashideh, adjudant d'une unité chargée d'un dispositif de brouillage de fabrication russe près de Homs. Après six années de service obligatoire, il reconnaît qu'il n'avait plus vraiment envie d'obéir aux ordres et de se battre.

Un jour, cet homme de 37 ans a donc attendu que la nuit tombe pour se débarrasser de son uniforme et de son arme puis rejoindre d'autres soldats qui se sont cachés dans un village des alentours jusqu'à la fin des combats.

La veille de la chute de Damas, le 8 décembre, l'ordre a été donné de déplacer troupes et équipement pour poursuivre la bataille. Une division blindée devait transformer quatre cents fusils automatiques, huit cents cartouches et vingt-quatre mille balles vers la région de Tartous, une ville côtière bastion des Alaouites qui abritait une base navale russe très importante. Les renforts qui devaient épauler la quatorzième division des forces spéciales, à l'ouest de Damas, étaient censés partir le 7 décembre à midi.

La veille de la chute du régime, un rapport dont la source a été masquée au correcteur blanc évoquait le fait que les rebelles faisaient route vers Damas, estimant qu'ils devaient atteindre sa banlieue d'ici deux jours et prendre le contrôle de la prison de Saydnaya, où les dissidents politiques étaient emprisonnés et torturés. Le timing était faux, mais la prévision était juste. Quelques heures après le départ du président Assad, les rebelles entraient dans la prison et libéraient les détenus.

Le rapport se terminait sur des mots que les officiers de renseignement ont repris jusque dans leurs derniers messages, des mots qui témoignent de leur détermination à sauver le régime : « Veuillez en prendre note et faire le nécessaire ».

Isabel Coles et Jared Malsin Aroub Hammoud et Saleh al-Batati ont contribué à cet article (Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



Un homme tire sur un portrait de Bachar al-Assad après la chute du régime syrien.

ET MAINTENANT, QUEL MONDE EN 2025 ?

CONFÉRENCE DIGITALE

Mercredi 19 mars 2025

De 10h à 13h

DÉCOUVRIR LE PROGRAMME
ET S'INSCRIRE



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements